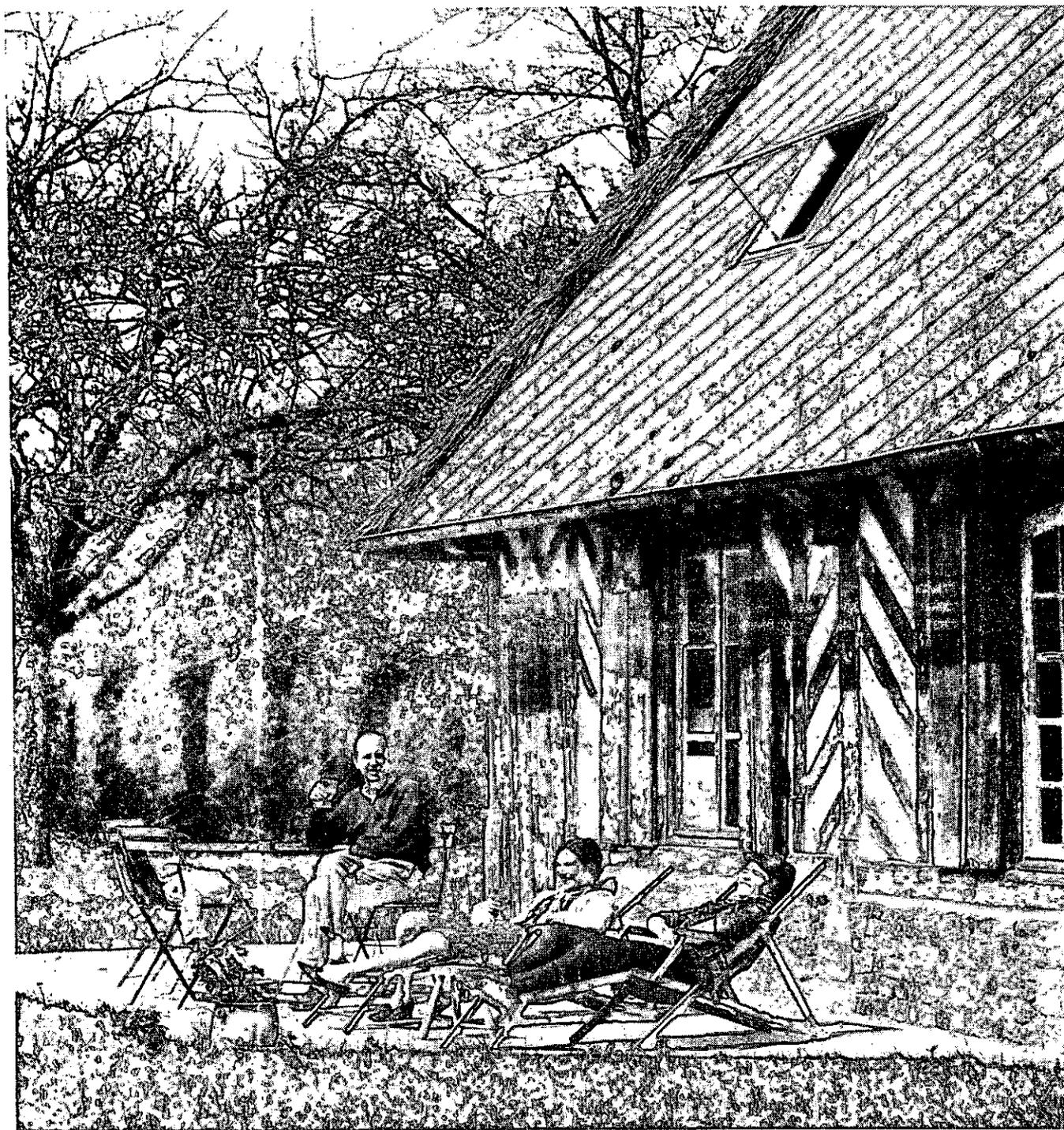


FRANCE-FORUM

JUILLET - AOUT 1967 - N° 81 - 2,50



**UN MILLION TROIS CENT MILLE
RESIDENCES SECONDAIRES**

Polémiques et dialogues

NEUF ANS DE GAULLISME

En mai 1958, exactement au moment où le général de Gaulle entamait le processus qui allait le rendre et pour longtemps maître de l'Etat, Pierre Viansson-Ponté entrait au **Monde** comme chef du service politique. C'était pour un journaliste de qualité, qui avait fait ailleurs ses classes et ses preuves, accéder à un bon observatoire muni de toutes les ressources souhaitables d'information objective et de rigueur vigilante. Aussi Pierre Viansson-Ponté peut-il faire dans un livre (1) écrit à la veille des dernières élections législatives une forte, substantielle et claire synthèse des analyses et des jugements qu'il a proposés jour après jour pendant neuf années et décrire avec la compétence et l'autorité qui conviennent ce qu'il appelle d'un pluriel significatif « les politiques » de la V^e République : on effret les politiques menées par le régime, dans les différents domaines de l'activité gouvernementale, ne s'ajustent pas toujours bien les unes aux autres : ainsi les timidités tâtonnantes de la politique économique et sociale ne relèvent pas tout à fait du même esprit que la politique de prestige et de grandeur qui est de règle en matière internationale ; et il arrive au général de Gaulle lui-même d'essayer ou de pratiquer successivement ou même simultanément plusieurs politiques, comme le prouve par exemple la manière disons, pour parler avec le plus de philosophie qu'il se peut, dialectique et empirique dont il a traité et finalement résolu le problème algérien.

Le parallèle entre les deux Républiques, la IV^e et la V^e, est comme le parallèle d'Achille et d'Ulysse ou de Corneille et de Racine dans les vieilles écoles de rhétorique, un exercice obligé dans ces sortes d'ouvrages. Pierre Viansson-Ponté ne déçoit pas l'attente du lecteur, et on a plaisir à constater qu'il n'est nullement intimidé, à la différence, hélas de beaucoup d'opposants, par l'image caricaturale de la IV^e République, présentée comme un temps d'impuissance et de déshonneur, que la propagande gaulliste a entrepris d'imposer à l'esprit des Français, en usant de toutes les techniques du conditionnement. Pierre Viansson-Ponté montre qu'il y a du positif dans le bilan de la IV^e République et s'il ne donne pas à la réconciliation franco-allemande et à la mise en chantier de l'Europe la vaste importance qu'elles ont dans l'histoire, il a le courage de rappeler que la décolonisation était, en dépit des objections patriotiques des notables du gaullisme, déjà entreprise et d'une manière assez délibérée par les gou-

vernements de la IV^e République. On regrettera d'autant plus que dans son chapitre trop bien enlevé sur les origines de la V^e République et la crise du 13 mai, Pierre Viansson-Ponté se laisse aller contre le personnel politique du régime finissant à des facilités fort plaisantes et donc très déplaisantes en une circonstance aussi dramatique. D'où, dans un tourbillon d'esprit, un vol d'erreurs et d'injustices.

Faire rire la galerie avec les « trois petits tours que fit sur la scène M. Georges Bidault » c'est dévaloriser avec beaucoup de légèreté un épisode majeur de l'évolution de la crise et qui devait précipiter l'heure du destin : le refus opposé par les instances du M.R.P. à la politique nationaliste que se proposait de mener, s'il avait été investi, l'un de ses principaux leaders. Et c'est se méprendre sur les hommes et sur les choses que de traiter « de propos en l'air » cet article dans lequel Pierre Pflimlin, prenant ses responsabilités dans la perspective d'une investiture possible, et sachant le poids de tels mots dans un tel climat, parlait de négociation et d'armistice, langage dont Robert Lacoste sut expliquer la gravité à ses généraux et qui servit à allumer la sédition d'Alger.

Pierre Viansson-Ponté présente avec beaucoup de soin et de scrupule cet inventaire et ce bilan de la V^e République qui sont le sujet principal de son livre. Certes il n'a pas pour de Gaulle et surtout pour le gaullisme les yeux de Chimène pour le Cid, mais il s'efforce à l'équité, parfois contre sa propre pente. Si à propos du Général, il recopie dans « le Fil de l'Épée » ce portrait quelque peu nietzschéen et machiavélien de l'homme d'action qui fournit d'arguments aisément aigus ceux des opposants qui ne manquent pas de lettres, il n'est pas incapable d'évoquer avec un rien de fascination, semblable à ces surprises des sens que la raison surmonte, « le raide et mystérieux géant, qui peut avoir de l'humour, de la chaleur, du charme », ce qui campe une autre sorte d'homme. Pierre Viansson-Ponté se montre par contre fort sévère pour le gros des gaullistes auxquels il reproche leur sectarisme et leur propos d'auto-satisfaction. Encore que de ce côté aussi, et il n'omet pas de le noter, les choses commencent à changer, et qu'une nouvelle génération, technicienne ou technocrate comme on voudra, plus soucieuse d'efficacité que de fidélité sentimentale, soit en train de prendre la relève des vieux compagnons.

Dans ses conclusions, Pierre Viansson-Ponté met l'accent sur ce qu'on dit positif mais aussi de dangereusement formel les grands thèmes du régime, il vaudrait mieux dire peut-être du système : indépendance, stabilité, planifi-

cation, qui n'ont en effet de sens que relatifs à des fins en elles-mêmes indéterminées, ce qui donne au chef la vaste liberté de jugement et d'action qui, rencorité décisive, mais précaire et provisoire, convient exactement à la personnalité du général de Gaulle. D'où cette incertitude sur l'avenir même le plus proche dans laquelle il faut voir, avec Pierre Viansson-Ponté, le négatif, mais celui-là insurmontable, de cette décennie gaulliste.

NAISSANCE D'UN CHEF

Dans sa dernière apparition à la télévision, le 30 juin dernier, M. Pompidou a fait, réussie et étudiée, une démonstration de force. La fermeté du ton, l'argumentation percutante, un optimisme délibéré et désabusé dans les marges font un style d'autorité que le Premier Ministre a longtemps cherché mais qu'il paraît maintenant posséder avec une certaine maîtrise. Au moment où sa majorité est traversée d'agitations et mouvements divers, il a maintenu et plutôt durci les maximes fondamentales du système au pouvoir : l'Assemblée contrôle le gouvernement, peut le renverser à ses risques et périls, mais ce n'est pas à elle à définir, à orienter, à inspirer une politique dont l'exécutif est le seul maître, sinon le seul juge. Poussant à son terme la logique du système, le Premier Ministre n'a pas hésité à reconnaître au gouvernement le droit de refuser ou d'ajourner tout débat public qu'il tient pour inopportun ou prématuré. C'est entreprendre quelque peu sur les usages et l'esprit de la démocratie. Car enfin si le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation, il ne peut se dispenser d'exposer les raisons de ses choix politiques et aux élus de la nation et à la nation elle-même pour que les uns et les autres puissent se prononcer le cas échéant en pleine connaissance de cause.

Sur la politique extérieure et ses récents développements, M. Pompidou a été avare d'explications et il ne lui a pas été demandé si les positions de la France, et particulièrement la condamnation d'Israël comme agresseur qui inquiète jusqu'à François Mauriac, n'auraient pas été sensiblement différentes au cas où le gouvernement aurait été libre de déterminer sans intervention supérieure la politique internationale. Mais, c'était une gageure, M. Pompidou ne prononçait pas le nom du général de Gaulle tout au long de sa déclaration. Et tout se passait comme si le Premier Ministre entendait démontrer que le gaullisme devait et pouvait en sa personne survivre au Général et démentir la prédiction de Pierre Viansson-Ponté hasardant à la fin de son livre que la VI^e République pourrait être plus proche qu'on ne croit.

(1) Bilan de la V^e République : les politiques par Pierre Viansson-Ponté, Questions d'actualité, Calmann-Lévy, 276 p.

FRANCE FORUM

Sommaire

81

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

42, bd de Latour-Maubourg, Paris-7^e

C.C.P. Paris 14.788-84. Tél. INV. 24-05

Prix de vente au numéro .. 2 F 50

Abonnement : 8 n^{os} par an. 20 F

Abonnement de soutien .. 25 F

JUILLET-AOUT 1967

Photos : RAPHO

FORUM

DEMOCRATIE, SOCIALISME : COMPLEMENTAIRES OU
CONTRADICTOIRES ?

AVEC ROGER QUILLIOT ET ETIENNE BORNE .. 2

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

LE REVE DU CITADIN : UNE MAISON DE CAMPAGNE,

PAR CECILE DELANGHE 14

ÉTUDE

LA FRANCE A MI-CHEMIN DE LA PROMOTION
SOCIALE,

PAR GUY LAMBERT 18

PROBLÈMES

LE MONDE DE LA PENURIE,

PAR CLAUDE MICHEL 23

DÉBAT

POURQUOI L'EUROPE ET QUELLE EUROPE ?

AVEC ANDRE COLIN, MICHEL HABIB DELONCLE,
PIERRE URI, J.F. DUPEYRON, HENRI FRENAY,
PIERRE ABELIN, LOUIS PERILLIER, JACQUES
MALLET 28

POLEMIQUES ET DIALOGUES

1

PROPOS DU TEMPS

JERUSALEM, LA PLUS SAINTE DES VILLES,

PAR ETIENNE BORNE 38

CINÉMA

LE CINEMA ET LA PEUR ATOMIQUE,

PAR CLAUDE BEYLIE 30

NOTES DE LECTURE

LE PROBLEME DU MAL,

D'ETIENNE BORNE, PAR HENRI BOURBON 34

L'AIDE BILATERALE,

DE PAUL MASSON, PAR J. GUILLARD 35

NOTES BREVES 36

Démocratie, Socialisme :

complémentaires ou contradictoires ?

avec

Roger Quilliot et Etienne Borne

Henri Bourbon. — « France-Forum » dans son numéro de mai-juin a parlé du livre de Roger Quilliot : « La liberté aux dimensions humaines ». Membre du Comité directeur de la S.F.I.O., professeur à l'Université de Clermont-Ferrand, Roger Quilliot, dans cet essai de philosophie politique consacré aux problèmes de la liberté, présente des analyses qui paraissent indiquer une mise en question du marxisme, et nous souhaitons pouvoir en discuter avec l'auteur.

Voici donc face à face Roger Quilliot et Etienne Borne qui vont confronter leur philosophie politique sans s'interdire d'en considérer les incidences dans la vie politique française.

Le thème de leur discussion « Démocratie et Socialisme sont-ils complémentaires ou contradictoires ? » est un vaste débat qui se nourrit d'une lecture de l'histoire, appelle des engagements et des paris, et suppose des convictions intérieures. Il faudra donc, Roger Quilliot et Etienne Borne, que vous explicitiez vos raisons essentielles en même temps que vous vous affronterez en toute cordialité. Mais entrons tout de suite dans le vif du sujet.

Etienne Borne, vous êtes démocrate, êtes-vous socialiste ?

L'idéal démocratique

Etienne Borne. — Certes, je suis démocrate, ou plutôt j'essaie de l'être, car il n'est pas si facile d'accorder en chaque circonstance jugements et attitudes politiques avec cette idée démocratique, dont nous ne voulons le plus souvent connaître qu'une version affadée et vulgarisée. L'idée démocratique, si on la prend dans sa totale exigence, requiert un bouleversement assez profond de ce que sont en leur premier moment et en leur état originel la nature de l'homme

et la nature des sociétés. Car il s'agit de transformer l'individu d'abord dépendant, séparé, limité en un citoyen libre, responsable du train du monde, participant aux affaires de la cité, et en même temps d'arracher les sociétés humaines aux structures tribales et aux mentalités de clan, toujours renaissantes dès que l'homme est multitude, pour construire des communautés ouvertes, respectueuses les unes des autres et les mettre

L'idée démocratique, solution sans solution, et exigence maintenue, permet l'unique visée juste. Elle seule est capable de conserver leur tension aux conflits entre les communautés et entre les valeurs en les empêchant de descendre au polythéisme et à la violence. Un dépassement illusoire de la démocratie vers le nationalisme ou le socialisme participe en réalité au mouvement rétrograde de l'esprit et compromet les dialectiques de libération.

Etienne Borne

Le Problème du Mal (P.U.F.)

au service des personnes et de la personne. Tâche proprement indéfinie, qui bien qu'elle progresse incontestablement, paraît toujours en être à ses premiers commencements.

Je dirais volontiers qu'une politique est démocratique lorsqu'elle tend, par une véritable conversion de son intention première, à faire de l'homme un absolu et à relativiser le social ou plutôt le communautaire en le subordonnant à l'humain, lequel ne peut jamais être impersonnel, alors que les politiques le plus souvent pratiquées dans l'histoire, et elles furent et sont encore fort diverses puisqu'elles parlent et réalisent les multiples langages de l'intérêt, du prestige, de la puissance, sont portées par leur pesanteur propre à « absolutiser » les réalités collectives, nationales ou sociales, et à relativiser l'homme en le réduisant à la condition d'instrument ou de matière en vue de quelque vaste dessein qui risque d'être au total aliénant et déshumanisant. Etre démocrate, c'est nier cette sorte de fatalité, tenter de la contredire par la pensée et par l'action, en sachant qu'on n'aura jamais pleinement raison et qu'on ne réussira que très partiellement, car l'ancienne politique, celle qu'il importe non seulement d'infléchir, mais vraiment de convertir, ne pourra pas être complètement éliminée et ne cessera de contaminer cette politique, nouvelle par essence, et non pas chronologiquement, qu'est la politique démocratique. Changeons de métaphore: l'effort démocratique, pour transposer un mot célèbre de Gide, suit la pente de la politique, mais en la remontant, et il ne roule pas le rocher de Sisyphe, puisque ses résultats quoique toujours menacés et jamais acquis définitivement, sont

visibles dans les institutions comme dans les psychologies. Je crois donc, et je voudrais donner au mot de croire son sens le plus fort, que l'idée démocratique, si ordinairement travestie et bafouée, est pour la politique exactement un impératif de salut, et il ne s'agit pas d'une croyance aveugle mais d'une foi lucide, car il est de plus en plus clair que, s'ils refusent la démocratie et ses exigences, les hommes conduiront l'humanité au malheur et au déshonneur. Personne donc ne peut dire qu'il est démocrate; le propos serait d'un orgueil dérisoire, car l'idée démocratique demande trop, mais il faut tenter d'être démocrate, et je mets dans cet « il faut » l'absolu du devoir puisque faire de la politique sans croire à la démocratie, c'est choisir l'aventure, le cynisme ou le défaitisme.

Suis-je socialiste? Ou plutôt faut-il être socialiste pour obtenir cette conversion de la politique que je viens d'évoquer? Ma réponse spontanée incline vers la négative, car poser le problème en ces termes supposerait que, sans un complément ou un achèvement d'un autre ordre, l'idée démocratique aurait une figure indéterminée, ne saurait pas vraiment ce qu'elle est, ce qu'elle veut, ce qu'elle vaut. Je pense au contraire que la promesse et l'exigence d'une libération de l'homme se trouvent contenues d'une façon à la fois nécessaire et suffisante dans l'idée démocratique qui désigne la fin en même temps qu'elle indique les moyens. Si bien qu'à me dire socialiste, je craindrais de concéder, contre ma conviction, je ne sais quelle insuffisance de l'idée ou de l'idéal démocratiques. Tel est mon premier scrupule.

D'autre part, si je me fais une idée assez nette de

ce que signifie dans sa cohérence et encore une fois dans son exigence l'idée démocratique, le socialisme n'apparaît comme une notion certes d'une extrême richesse, mais aussi d'une fort grande confusion, car elle est susceptible de significations diverses et même contradictoires. Si nous comparons des systèmes de pensée, le socialisme de Proudhon est bien éloigné du socialisme de Marx, et historiquement considéré le socialisme peut être suédois ou russe, yougoslave ou chinois, et ce sont autant d'univers différents et d'aventure ennemis. Il n'y a donc pas *un* socialisme, mais *des* socialismes incompatibles les uns avec les autres dans leurs inspirations comme dans leurs réalisations.

Comment un démocrate pourra-t-il s'orienter à travers ces expériences et ces systèmes si hétérogènes sinon en se servant comme critère de l'idée démocratique elle-même ? Je récuserais pour ma part telle forme du socialisme par ce que la planification intégrale de l'existence humaine, qu'elle propose et impose, maltraite violemment l'idéal démocratique et ressuscite par la subordination de l'homme à la collectivité ce que j'ai appelé la vieille politique. Par contre si on nomme socialiste tout effort pour supprimer les injustices établies, pour dissoudre les situations économiquement et socialement déshumanisantes, je me sens d'autant mieux en accord avec cette sorte de socialisme qu'il trouverait aussi bien son principe dans l'exigence démocratique elle-même. Dès lors, en toute rigueur logique, c'est le concept de démocratie qui joue le rôle de concept déterminant et de concept pilote par rapport au concept de socialisme, puisque nous sommes toujours tentés de penser que c'est la quantité et la qualité de démocratie qu'il a été, qu'il est ou qu'il sera capable de réaliser qui fait la valeur du socialisme ou qui

permet de dire qu'un socialisme est authentiquement socialiste.

D'où les thèses que je m'efforcerai de tenir : ou bien socialisme dit la même chose que démocratie et dans ce cas on n'est pas plus avancé, dans tous les sens du mot avancé, à se dire « démocrate et socialiste » plutôt que simplement démocrate ; autant faire l'économie d'une redondance verbale ; ou bien socialisme dit autre chose, mieux et plus que démocratie, mais alors le socialisme appelle une mise en question de la démocratie, s'oppose à la démocratie comme le plein au vide, le concret à l'abstrait, la libération réelle à l'idée de libération, et dans ce cas, un socialiste ne devrait pas se dire démocrate et se référer à une idéologie dépassée et démythifiée par la vertu même du socialisme. A mon sens donc démocratie et socialisme devraient être pris comme identiques ou comme contraires, mais non pas comme complémentaires et susceptibles de s'additionner l'un à l'autre. Je résume mon propos : je n'ai, quant à moi, aucun intérêt à m'affirmer socialiste (je laisse de côté l'intérêt mondain, opportuniste de la considération attachée à l'étiquette dans la quotidienneté, trop souvent conventionnelle et artificielle, de la vie politique), je veux dire aucun intérêt ni spéculatif, ni pratique ; spéculatif : je ne penserais pas vraiment une adhésion, qui ne pourrait être que sous condition, à une idée, à mes yeux, fondamentalement équivoque ; pratique : ce que requiert d'action, ici réformiste, là révolutionnaire, l'idée démocratique est si inépuisablement vaste, politiquement et socialement, que rien ne saurait lui être ajouté. Par rapport à la démocratie, le socialisme représente un redoublement inutile ou un faux surplus, équivalent à une contestation ou à un retranchement singulièrement dangereux. Décidément, je ne suis pas socialiste.

L'idéal démocrate-socialiste

Henri Bourbon. — Roger Quilliot, vous êtes socialiste, êtes-vous démocrate ?

Roger Quilliot. — Je suis un démocrate socialiste pour reprendre une formule à la mode ; l'ordre des mots (démocrate précède socialiste) répond à la tradition occidentale : le démocrate socialiste se souvient que, dans nos pays, la démocratie s'est implantée avec les droits de l'Homme et le droit de vote. Les droits économiques et sociaux ne sont venus qu'ultérieurement, et il en reste beaucoup à conquérir. La démocratie économique est absolument inexistante au niveau de l'entreprise et, en ce sens, le travail demeure « aliéné », pour reprendre le mot de Marx. Elle est quasi inexistante au niveau national où l'Etat « se concerta » plus volontiers avec le patronat qu'avec les représentants des travailleurs.

Je reconnais volontiers qu'il ne suffit pas de bouleverser les structures économiques, de collectiviser une entreprise — nous en avons la preuve chez nous et ailleurs — pour que le travail cesse d'être aliéné ; j'ignore même si nous parviendrons à résoudre le problème de façon pleinement satisfaisante, dans la mesure où il y a contradiction entre le souci d'efficacité qui anime l'économie moderne et le désir de démocratisation qui suppose un contrôle des travailleurs sur

leur travail. J'espère du moins que, dans une certaine mesure, la démocratie — c'est-à-dire le droit pour les travailleurs de s'occuper de leurs propres affaires au premier rang desquelles je place le travail quotidien — pénétrera peu à peu la vie économique et sociale. Je définirai donc le démocrate socialiste comme l'homme qui prétend faire progresser la société de la démocratie politique à la démocratie économique et sociale. Dans cet esprit, le socialisme apparaît comme le couronnement de la démocratie, une forme relative d'achèvement.

Etienne Borne. — Au socialisme, tel que vous venez de le définir, je n'ai, quant à moi, aucune objection. Aller de la démocratie politique à la démocratie sociale, c'est déployer le contenu de l'idée démocratique ; dissoudre toutes les aliénations, qui, sans qu'ils en prennent conscience, soumettent le sujet au prince, la masse fanatisée au révolutionnaire professionnel, le prolétaire sans propriété à un possesseur du capital et des machines, telle est en effet l'ambition du démocrate conséquent avec son idéal et dans chacune de ces situations la participation devra, démocratiquement, remplacer l'aliénation. Mais la question qui subsiste est de savoir si démocratie sociale et socialisme sont véritablement équivalents. Nous parlons d'aliénation. Le mot est allé de Hegel (chez qui il a une autre signi-

La démocratie pluraliste est un simulacre si la collectivité ne se charge pas d'orchestrer et d'orienter, si elle ne se donne pas les armes de l'intervention, de l'arbitrage ou de la répression. Sa responsabilité est totale en matière d'emploi, de croissance, voire de revenus. Il ne suffit pas de proclamer les droits à l'existence, à l'égalité, à la liberté ; il faut encore en fournir les moyens, les pouvoirs.

Roger Quilliot

La liberté aux dimensions humaines
(Gallimard)

lication plutôt positive) à Marx ; quoiqu'en disent les jeunes tures scientifiques et positivistes du marxisme contemporain, Marx a fait d'une doctrine de l'aliénation le centre et le nœud de sa pensée, et, pour lui, l'appropriation collective des moyens de production est la condition nécessaire et suffisante de la suppression de toutes les aliénations, c'est-à-dire des situations qui rendent l'homme étranger et extérieur à lui-même, de l'aliénation économique à l'aliénation religieuse. Tel est le socialisme que les communistes tiennent pour le seul et véritable socialisme. Or vous-même, Roger Quilliot, venez d'écrire dans votre livre « La liberté aux dimensions humaines » : « *Il n'y a plus lieu de croire qu'une économie même collectivisée soit d'elle-même capable de justice.* » N'est-ce pas jeter bas d'un coup à la fois le marxisme et le socialisme traditionnel en récusant le principe majeur de l'un qui servait de fondement à l'autre ? D'ailleurs le ton et le contenu de votre livre montrent bien que vous êtes réservé et réservé jusqu'au scepticisme, sur une révolution de type marxiste qui par un changement dans le régime de la propriété, ferait passer l'humanité, libérée d'un coup, de la préhistoire à l'histoire, du « règne de la nécessité » au « règne de la liberté », et au mythe héroïque de la lutte finale vous préférez la perspective de la lutte sans fin, plus idéaliste, plus réaliste, mieux, plus démocratique. Je suis donc en droit de vous demander, à vous qui maintenez une exigence de pensée au sein même de votre engagement politique : vous résolvez-vous à une révision radicale du marxisme, et vous qui êtes aussi fondamentalement démocrate que socialiste nous proposez-vous un socialisme nouveau

tel qu'en lui-même enfin l'idée démocratique le changerait ?

Roger Quilliot. — Vous venez de poser le problème des rapports du socialisme et du marxisme. Le socialisme n'est pas nécessairement lié au marxisme. Il existe une tradition socialiste française qui a été représentée par des hommes comme Fourier, comme Proudhon et qui a considérablement influencé Jean Jaurès. Jaurès ne peut pas être considéré comme un marxiste orthodoxe, et si Léon Blum s'est proclamé longtemps un marxiste orthodoxe, vous savez que sur la fin de sa vie, au lendemain de la guerre, dans cette méditation qu'est « A l'échelle humaine », il a exprimé un certain nombre de réserves sur ses convictions passées. « L'évolution de la Russie soviétique sous le gouvernement de Lénine, et surtout de Staline, nous a démontré une vérité dont aucun marxiste n'avait, je crois, le pressentiment, il y a une cinquantaine d'années, et que j'aurais probablement moi-même accueillie avec stupeur si on l'avait énoncée devant moi dans ma jeunesse. Cette vérité est que le régime juridique de la propriété peut être transformé du tout au tout sans que cette révolution ait pour conséquence l'émancipation des travailleurs. » Bref, le phénomène stalinien nous a révélé que la collectivisation n'était pas incompatible avec une véritable tyrannie. Il serait en revanche présomptueux d'affirmer que le stalinisme est le fruit de la collectivisation.

Mais revenons au marxisme : tous les socialistes, comme moi-même, en sont plus ou moins imprégnés. Mais, pour eux, le marxisme n'est nullement un dogme,

il n'apporte pas de solutions toutes faites. Il est d'abord, historiquement, la réponse à une certaine forme d'oppression économique et sociale qui, sans avoir disparu, a changé de caractère. Dans la logique d'un XIX^e siècle, volontiers porté au prophétisme, il s'est vu lester d'une certaine eschatologie révolutionnaire, d'une mystique qu'on a tendance parfois à majorer.

Cette vue des choses et l'univers du procès qu'elle entraîne, certains critiques, comme Albert Camus, ont estimé que c'était là un des héritages du christianisme. Mais on aurait tort d'oublier que le marxisme a traduit en termes logiques une volonté de liberté souvent diffuse. C'est le sentiment de Maximilien Rubel par exemple ; c'est aussi celui de Stanley Moore dans *The Back ground in Marx*. Pour ma part je retiens du marxisme la critique d'une démocratie formelle, la critique d'une recherche du profit indifférente aux conséquences sociales ; et la volonté de substituer à un capitalisme sans scrupule une authentique vie sociale où le citoyen et le travailleur ne seraient pas des êtres déchirés ou séparés.

Ceci dit, les démocrates socialistes ne renoncent pas pour autant à la tradition coopérative ou à la tradition mutualiste, qui sont bel et bien des formes d'émancipation sociale nullement incompatibles, au contraire, avec la pensée marxiste. D'intéressantes expériences ont été faites en Scandinavie, vous le savez. Ont-elles

abouti à la liquidation radicale du capitalisme ? Non. Ont-elles abouti à la suppression de toute aliénation au travail ? Pas davantage. Reste qu'une garantie de sécurité, une certaine justice sociale ont été introduites par le recours à la coopération, à la mutualité, au syndicalisme, et que ces résultats méritent une autre considération que les excommunications hâtives de quelques doctrinaires, d'autant plus qu'ils ont été obtenus dans le respect des libertés politiques.

Ferai-je de la Scandinavie un modèle ? Sûrement pas. Les conditions historiques de son développement sont différentes des nôtres. Mais si je leur porte intérêt, c'est avec la conviction qu'il n'est pas de sésame du socialisme, pas de formule magique qui nous permette de basculer de l'oppression dans la pure liberté. Je dirais volontiers que le socialisme demeure toujours à faire, qu'il est une création continue : chaque fois qu'on règle une difficulté, il en surgit une autre, moindre sans doute, mais sensible pourtant à l'opinion publique. Si vous me permettez une image biologique, la science ne cesse de maîtriser de graves maladies, de prolonger la vie humaine, et dans le même temps, nous voyons apparaître des maladies nouvelles ou nous les voyons se développer. Bref, le progrès se fait en dents de scie, et chaque époque est bientôt plus sensible à ses difficultés présentes qu'aux conquêtes passées.

Socialisme et marxisme

Etienne Borne. — Si je vous comprends bien, vous m'accordez qu'il y a bien des formes de socialisme, mais vous entendez ne vous enfermer dogmatiquement en aucune d'entre elles et prendre votre bien partout ; un marxiste dur, de type stalinien ou maoïste, qui dénoncerait dans votre propos une complaisance électorale commettrait un singulier contre-sens, puisque le fond de pensée c'est que tous les socialismes, puisqu'ils tendent chacun et tous à la libération de l'homme, ne peuvent pas ne pas converger dans ce qu'ils ont de positif et de non-idéologique, et que cette convergence sera visible et se traduira efficacement en action une fois que le socialisme sera débarrassé de la gangue dogmatique et systématique d'un certain marxisme que je ferais quant à moi remonter à Engels et dans lequel Marx lui-même n'est pas sans responsabilité, car il a été — en un sens — non pas mal mais trop bien compris. Convergence donc, dites-vous ; mais c'est cette convergence qui fait question, et je me demande, pour ma part, s'il n'y a pas deux sortes de socialisme dont, pour parler schématiquement, l'un serait démocratique et l'autre marxiste.

Car il faut revenir sur Marx et le marxisme. Ils ont, répondant à la violence par la violence, donné une voix à la protestation ouvrière contre un abominable système d'oppression ; mais dans le marxisme, et c'est ce qui fait son actualité et en un sens sa pérennité, il y a aussi une entreprise de démythification, un décapage radical qui sépare dans l'homme les motifs apparents et les motivations réelles, qui montre comment la conscience de classe est capable d'inventer des raisons sublimes pour déguiser son propos de défense des intérêts et de conservation. Comme dit Paul Ricœur, Marx, comme Nietzsche et Freud, est un philosophe du soupçon, appartient à la famille de ceux qui ont expli-

qué avec génie comment une pensée de situation et d'utilité pouvait se présenter à la conscience des hommes avec tous les caractères, irrécusables et mensongers, de la vérité. Ainsi le libéralisme économique est une pensée de classe déguisée en vérité scientifique. Et de même la doctrine dite socialiste que se forme la bureaucratie dirigeante d'une société communiste transpose en motivations pseudo-scientifiques les intérêts et la puissance d'une nouvelle classe, véritable propriétaire des instruments de production et qui tient nécessairement pour vraie une idéologie qui justifie son droit à diriger l'opinion en même temps que l'économie. Le marxisme est si universellement démythificateur qu'il pourrait démythifier aussi la conscience des marxistes installés dans une révolution établie. Il est donc un instrument critique fort précieux qui, par-delà même les problèmes politiques, fournit d'armes, peut-être seulement un peu lourdes, les puissances de vigilance sans lesquelles l'esprit ne serait pas l'esprit.

Mais le marxisme est aussi autre chose, une pensée assurée d'avoir compris à plein le fond des choses et le sens de l'histoire, une anti-métaphysique qui est par conséquent une métaphysique, si bien que le socialisme tel au moins que l'entend l'orthodoxie marxiste se trouve lié à une conception totale du monde et de l'homme, un matérialisme dialectique qui disqualifie toutes les autres attitudes qu'elles soient religieuses, agnostiques ou seulement positivistes. Tout naturellement le marxisme au pouvoir devient doctrine d'Etat et dans les régimes communistes les institutions politiques ne se contentent pas d'administrer les choses selon les techniques collectivistes, elles régissent les intelligences et gouvernent les consciences au nom de dogmes établis qu'il serait incivique et contre-révolutionnaire de mettre en doute. D'où un système d'into-

lérance qui est le contraire de la démocratie. Si la distinction entre le spirituel et le temporel, d'où suit, fondement de la liberté de conscience, l'incompétence du pouvoir politique en matière spirituelle, a représenté un progrès humain d'immense signification, il serait assez léger de dire progressiste un socialisme qui rature ce progrès et pratique les mœurs que l'on pouvait croire périmées de l'absolutisme politique.

Que le socialisme, au moins sous sa forme marxiste, aboutisse à une telle inflation du politique, ce phénomène énorme, massif donne beaucoup à penser, surtout si l'on se souvient de ce qui fut, aux origines, l'intention première du socialisme qui, sous ses formes tant « utopiques » que « scientifiques », entendait démystifier et dévaloriser les superstructures politiques et pensait avoir découvert dans les réalités économiques et sociales la substance des sociétés et, dans leur dynamisme et leurs contradictions, les principes moteurs de l'histoire. La définition que le Littré donne du socialisme est un excellent témoignage de ces positions primitives qui refusaient au politique en tant que tel autonomie et originalité : « le socialisme, dit-il, est le système qui, subordonnant les réformes politiques, offre un plan de réformes sociales ». Résoudre et au terme supprimer le problème politique en changeant la structure de l'économie et les rapports sociaux, tel fut le propos du saint-simonisme d'abord, du marxisme ensuite. Mais comment se fait-il qu'à mesure qu'il s'explique davantage comme philosophie et qu'il se réalise mieux comme action, le socialisme s'apparaisse à lui-même et apparaisse à l'histoire comme le contraire de son projet originel ? Ce n'est plus l'économique et le social qui subordonnent, relativisent, exténuent le politique, c'est le pouvoir politique qui, fortifié et rendu pleinement souverain, par l'appropriation collective des moyens de production se subordonne l'économique et le social. Vous venez de parler, Roger Quilliot, et c'est un parfait et saisissant raccourci de socialisme marxiste, de « cette authentique vie sociale où le citoyen et le travailleur ne seraient pas des êtres déchirés et séparés ». Mais la manière dont le communisme russe ou chinois réconcilie le citoyen et le travailleur, fait régner le civisme à l'usine et aux champs se révèle fort édifiante et tout à fait caractéristique de cette politisation croissante de la vie professionnelle et de la vie privée qu'il est difficile de considérer comme un accident de l'histoire, et à propos duquel il faudrait se demander s'il ne serait pas dans la logique du socialisme, logique singulièrement dialectique, de contredire son intention première en renforçant les autorités, les structures, les passions proprement politiques et en faisant régner dans la vie économique un ordre de part en part politique. Ou cette contradiction révélatrice n'est-elle que le propre du socialisme marxiste, et pouvez-vous prendre à son égard des distances qui démocratiquement s'imposent en éludant l'obligation d'une révision déchirante ?

Roger Quilliot. — Je ne reviens pas sur la valeur démystificatrice du marxisme avec laquelle vous vous accordez. Je me permets de m'attarder sur le caractère quasi religieux que le mouvement communiste a parfois donné au marxisme.

J'ai tenté dans mon livre de montrer que c'était une tendance permanente de l'esprit révolutionnaire que de raisonner en termes absolus ; c'est pourquoi j'ai rapproché le comportement et les propos de Savonarole, moine florentin, de Saint Just, révolutionnaire attaché à l'Être Suprême, et des staliniens : poussés

par les événements ou portés par leur tradition nationale ou leur tempérament, tous ont divinisé qui la parole divine, qui la loi, qui l'histoire, au nom desquelles ils prétendaient intervenir. C'est dire qu'il n'y a là rien de proprement marxiste. Y a-t-il d'ailleurs une science marxiste, une science de l'histoire qui permettrait de déterminer les orientations correctes ? Je ne me lasserai pas de dire que c'est là une interprétation puéride, catéchistique du marxisme qui ne résiste pas aux oppositions Tito-Staline ou Kroutchev-Mao. Interprétation cléricale aussi puisqu'elle oppose « les clercs » qui savent et les masses que les clercs conduisent à leur salut terrestre.

Vous avez, au vu de ces manifestations totalitaires, le sentiment que le marxisme constituerait un système philosophique total. Certes, Marx a bel et bien évoqué « l'homme total », celui qui aurait liquidé les contradictions essentielles, qui se serait réconcilié avec lui-même comme avec le monde. Mais, est-ce autre chose qu'un objectif, une de ces formules d'espérance dont les Evangiles sont remplis ? En tout cas, cela ne nous paraît pas l'essentiel.

Nous autres socialistes, considérons que la métaphysique et la vie politique, économique ou sociale doivent être séparées. En ce sens, la laïcisation de la société, et vous en convenez, est un immense progrès, ne serait-ce que parce qu'elle éloigne certaines formes d'intolérance, dont l'histoire nous a fourni l'exemple avant même que Marx n'eût écrit une ligne. Il n'y a pas pour nous d'incompatibilité entre une conviction religieuse, chrétienne ou autre, située au niveau métaphysique, et une conviction socialiste qui se situe au plan économique, social et politique.

C'est qu'en fait, sans être pour autant des sceptiques, nous ne prétendons pas détenir une absolue vérité. Que m'importe à moi, agnostique, que vous croyiez au ciel ou que vous n'y croyiez pas, pour parler comme Aragon, si vous vous accordez sur la nécessité de transformer la société. Et que vous importe mon agnosticisme si je ne prétends pas vous l'imposer. En disant ceci, je ne m'exprime pas autrement que l'ont fait les communistes toutes les fois qu'ils ont tendu la main aux chrétiens en 1934, en 1945 ou en 1965.

Reste que le socialisme se présente comme relatif, c'est-à-dire qu'il ne prétend pas établir, à court ou à moyen terme — je ne préjuge pas du très long terme dont j'ignore tout — une liberté totale : la seule croissance de la population empêche précisément que la répartition des revenus puisse être radicalement maîtrisée. Platon l'avait bien senti qui voulait limiter strictement la population de sa République.

Etienne Borne. — Vous venez de prononcer le nom de Platon : n'en dites pas trop de mal, comme vous le faites dans votre livre, car, cette fois, mon désaccord serait vif...

Roger Quilliot. — Platon avait tendance à figer la justice et à la couler dans une sorte de moule immuable qui me paraît en complète contradiction avec l'évolution historique...

Etienne Borne. — Certainement pas : l'idée platonicienne de justice à laquelle participent et qu'imitent comme elles le peuvent à travers les incertitudes et les vicissitudes du temps nos institutions, toujours approximativement justes, même les meilleures, cette

idée, éternelle et immanente à l'esprit, elle anime et éclaire la lutte sans fin pour la justice et elle donne un sens à l'évolution et à l'histoire. Platon met l'absolu

où il faut et le relatif à sa place, ce qui n'est pas le cas, hélas, du marxisme. Mais c'est un autre débat, et j'arrête cette intempestive interruption.

Pas de vérité scientifique de l'avenir humain

Roger Quilliot. — Dans la mesure où le monde moderne est propulsé par les découvertes scientifiques incessantes, dans la mesure où elles sont continuellement remises en question, démodées et dépassées par d'autres, il ne peut y avoir d'absolu économique et social. On peut assurément planifier les résultats, l'exploitation de ces découvertes, on peut même planifier un programme de découvertes — et les Américains comme les Russes nous en fournissent la preuve en matière spatiale — mais on ne peut en revanche planifier le mouvement scientifique qui est plein de surprises et d'irrationnel dans son développement.

Au bout du compte, atteindrons-nous à cet âge d'or où chacun obtiendrait selon ses besoins ? Je n'en sais rien. J'en doute même devant l'immensité des besoins à satisfaire et la multiplication des besoins. Pour l'heure, nous en sommes à tenter de donner à chacun selon ses mérites, plutôt que selon sa naissance ou selon la fortune.

Tous les enseignants savent, ou devraient savoir, combien la docimologie, cette science prétendue de la notation, est éminemment inexacte, qu'elle se ramène à constater cette inexactitude sans pouvoir dégager de critères objectifs. Le seul progrès que nous ayons accompli, c'est de prendre conscience de ses faiblesses et de tenter de les corriger... par le sens du relatif.

En matière sociale, avant d'établir une égalité de rémunération par exemple, il s'agit d'abord de réduire les inégalités. C'est à quoi s'emploient les syndicats, pratiquement sûrs de ne pas se tromper en remettant en cause des hiérarchies factices qui font généralement que les travaux les plus durs sont les plus mal payés. Or, il est bien certain que la loi du profit, que les mécanismes capitalistes nous éloignent de cette relative égalité de laquelle chacun se réclame ; inégalité croissante entre peuples à des degrés divers de leur développement ; inégalité entre les milieux d'affaires dont l'influence croît avec l'enrichissement en capital et les travailleurs dont le niveau de vie s'élève certes, mais qui demeurent généralement coupés des pouvoirs de décision économique où, somme toute, se décide notre mode de vie.

Prétendrai-je pour autant ramener tout à l'économique et au social ? D'une certaine façon le socialisme y tend, en théorie : c'est la fameuse administration des choses qui éliminerait le politique. En fait, le politique c'est la part de l'erreur ou plutôt du risque. Il n'est pas d'homme politique qui ne sache qu'il lui faut sans cesse choisir. Il faut être mythomanes, comme la plupart des gaullistes authentiques, pour s'imaginer qu'un homme peut toujours agir dans « l'intérêt de la France » par exemple. C'est revenir à la croyance médiévale aux voix qui guidèrent Jeanne d'Arc ou à je ne sais quel romantisme du « mage ». C'est un autre mythe que celui du matérialisme dialectique qui tracerait les voies droites ou obliques du socialisme. A mes yeux, Lénine est un stratège génial doué d'un sens aigu des masses populaires, capable d'interpréter leurs vœux, capable de les orienter aussi. Disons qu'il paraît avec un maximum de chances, évaluant au plus près

le rapport des forces sociales, mais il pariait. Et aussi longtemps que des tensions sociales ou économiques se manifesteront il faudra bien faire de la politique, c'est-à-dire peser d'un côté ou de l'autre, trancher dans une certaine incertitude. Et je ne vois pas comment les tensions économiques ou sociales pourraient jamais disparaître complètement : on peut les masquer sous des incantations ou les nier à coups de dogmes ; on peut aussi les réduire, voire les dépasser vers d'autres tensions. On ne peut faire que la vie ne soit pas mouvante et ambiguë.

Etienne Borne. — Ce qui me frappe, en ce moment de notre débat, c'est que, bien que nos références intellectuelles et philosophiques ne soient pas tout à fait les mêmes, nous abordons les problèmes politiques de manière très semblable. Vous êtes, me semble-t-il, premièrement et essentiellement un démocrate, et c'est parce qu'il contredit l'idée que vous vous faites de la démocratie que vous récusez un marxisme de type stalinien. J'avais de mon côté posé au départ que l'idée démocratique était le critère qui permettait de juger de la valeur d'un socialisme. Votre propos ne m'a pas contredit, et de mon côté je ne contredirai pas votre philosophie de l'action politique qui cherche à y introduire la mesure, la pesée du pour et du contre, le sens du risque, le pari qui même lorsqu'il est raisonnable reste un pari que l'on peut gagner ou perdre, philosophie, et j'en suis aussi d'accord, qui écarte comme illusoire l'idée d'une vérité scientifique de l'avenir humain dès maintenant écrite et qui donnerait à l'action politique sa règle et sa sécurité. Telle est en effet, à mon sens, la philosophie de la démocratie qui écarte certes le marxisme totalitaire mais aussi l'entreprise technocratique qui substituerait à l'engagement et au pari politiques une pratique exactement calculée, appuyée sur les sciences humaines abusivement interprétées. Disons si vous voulez pour rassembler nos thèmes d'accord en de brèves formules : les réformes sociales certes, mais également les libertés humaines ; ne jamais sacrifier les unes aux autres ; tenir les deux bouts de la chaîne, et ajuster sans cesse ceci à cela sans pouvoir équilibrer définitivement ceci à cela dans un système total absolument satisfaisant, car toujours les moyens de la réforme peuvent se retourner contre la réforme et la défense des libertés acquises peut entraver la libération.

Ici, il convient de relancer l'essentiel du débat : que devient alors le socialisme ? Certes, être socialiste est une attitude, il y a un type d'homme socialiste et démocrate, qui a sa physiologie au sens balzacien du mot, qui a sa place dans la vie politique, où il a beaucoup à dire et à faire, et ces hommes je les souhaite nombreux et efficaces. Je me garderais donc d'avancer que les socialistes ne devraient pas exister, je pense exactement le contraire. Mais, excusez-moi, c'est de l'existence du socialisme que, à vous écouter, je me surprends à douter. Certes on peut toujours parler de démocratie sociale ou de social-démocratie, mais il ne peut y avoir de socialisme, me semble-t-il, qu'à

partir du moment où les progrès, les promotions, les réformes de caractère social ne forment pas une rapsodie de morceaux détachés obtenus selon l'occasion et l'opportunité mais convergent tous dans un vaste projet d'ensemble cohérent, et dès lors qu'il est réalisé modifiant révolutionnairement et donc substantiellement la condition même du travailleur ; le socialisme ne suppose-t-il que comme il y a eu l'an I de la liberté, il y a eu quelque part déjà et il y aura un jour partout l'an I de la justice sociale ? L'orthodoxie marxiste des communistes maintient ce caractère décisif du « passage au socialisme » tel qu'une fois accompli tout retour en arrière est impossible, et elle me paraît plus en accord avec le socialisme que votre philosophie qui, parce qu'elle est lucide, rejette les absolus et les absolutismes, et parce qu'elle est honnête, joue le jeu humain de la relativité et de l'approximation.

Peut-être cependant ne serais-je pas d'accord avec ce congé, bien absolu que vous signifiez aux absolus. On ne retourne pas à l'absolutisme politique et à l'intolérance des religions séculières, on ne revient pas sur la laïcisation du domaine politique, qui est, nous le pensons ensemble, un progrès décisif, en avançant que l'idée démocratique ne va pas sans un certain nombre d'exigences absolues, qui sont des valeurs ou des vérités morales incontestables et qui donnent orientation et

sens à l'action politique. Vous m'excuserez ici encore, d'être à contre-courant de tout ce qui se dit et s'écrit, déplorablement platonicien : nous avons tous l'idée d'une communauté juste où la justice de l'homme et la justice de la société se fonderaient l'une par l'autre dans une parfaite réciprocité. Ainsi pensait Kant avec son royaume des fins dans lequel la personne doit être fin et non pas moyen. Ainsi pensait Emmanuel Mounier avec sa révolution personnaliste et communautaire. Qu'il ne soit qu'un idéal humain ou qu'il exprime une exigence divine, là est un absolu authentique, et l'homme en a un tel besoin que lorsqu'il ne trouve pas cet absolu là où il est il se fabrique des absolus terrestres, notamment politiques qui sont autant d'idoles mystificatrices toujours et sanglantes parfois. Je dissocierais donc absolu et absolutisme car l'absolu me permet de condamner absolument les absolutismes. Reste, pour revenir à notre propos, que l'exigence démocratique parce qu'elle requiert le respect et la promotion de la personne suppose qu'il y a dans l'homme de l'absolu et du sacré, et c'est une telle exigence qui commande le jugement sévère que nous portons sur la tyrannie stalinienne mais aussi sur tous les régimes et par exemple ceux de Franco et de Salazar qui, négateurs des droits de l'homme, sont foncièrement antidémocratiques.

Faire prévaloir l'humanité sur l'inhumanité

Je me résume : comme volonté de réalisation intégrale de la démocratie par un projet révolutionnaire, le socialisme aboutit à un absolutisme politique qui est la négation de la démocratie, mais alors comment rester socialiste si on est démocrate ? S'il se veut démocrate et donc réformiste le socialisme a quelque chose de dispersé et de multiple et cette pluralité de propos peut et doit trouver son unité dans les valeurs démocratiques qui sont normatives et inspiratrices. Et alors il vaudrait mieux parler de démocratie sociale que de socialisme. Mais qu'on soit démocrate ou démocrate et socialiste il s'agit toujours, car tout cela est à la fois très simple et terriblement difficile, de faire prévaloir l'humanité sur l'inhumanité.

Roger Quilliot. — Permettez-moi, Etienne Borne, de revenir sur cette inhumanité que vous venez d'évoquer. Pour moi, l'inhumanité première, et c'est par où j'ai commencé à me sentir socialiste, je l'ai trouvée au niveau du capitalisme. Je suis d'une famille de mineurs par mon père, et j'ai été frappé, traumatisé même, par tout ce que la gestion capitaliste des Charbonnages pouvait avoir d'inhumain (la nationalisation, sans être un succès humain total, a toutefois marqué un progrès). Je savais à quel point le président de telle ou telle houillère pouvait tout ignorer des mines et n'y avoir quasiment jamais mis les pieds. Je savais qu'en revanche la vie de mon grand-père et de ses camarades s'était passée à ramper sous terre ou à baigner dans l'eau ; et j'ai appris très tôt que les avantages conquis par les mineurs ne l'ont été que de haute lutte, par l'organisation, par la grève, voire par la violence ; j'ai appris aussi qu'une sorte de violence quotidienne a souvent été exercée — et elle est encore exercée fréquemment — sur les travailleurs par un patronat qui animait la recherche systématique du profit qui est bien le ressort capitaliste par excellence.

Je ne conteste pas, et les U.S.A. nous en fournissent l'exemple, que cette violence n'ait, comme toute violence, son efficacité économique. Et je constate que la démocratie politique peut fort bien coexister avec cette inhumanité et cette absence de respect de la personne humaine. Je suis toujours frappé par ce que notre société de consommation recèle de violence (goût de la publicité envahissante, dominatrice, sentiment que les techniques peuvent tout transformer sans égard pour ce qu'elles écrasent, fascination d'une efficacité toute matérielle, dédaigneuse des plus faibles, vieillards ou chômeurs) même si la lutte syndicale parvient souvent à contrebalancer ces tendances.

Marx avait tout particulièrement insisté sur le fait que la liberté juridique masquait souvent une sorte de jungle sociale où l'argent imposait sa loi. Par certains côtés, M. Thiers pouvait bien jouer les démocrates, dans la pratique il n'en était pas moins le tenant de la violence des possédants, et l'épisode versaillais constitue l'aboutissement logique de toute sa carrière. Ce libéral était un fusilleur, et cet incroyant voltairien ne voyait dans l'Eglise qu'une force de l'ordre parmi d'autres. Bref, la démocratie est tout aussi équivoque que le collectivisme. La démocratie politique peut fort bien se concilier avec un totalitarisme économique de fait, tout comme la collectivisation peut se concilier avec une dictature politique de fait. C'est bien ce qui se passe aux U.S.A., avec des nuances certes, dans le domaine racial où le travail le plus ingrat ou le plus mal payé est réservé aux noirs ; et l'Europe à son tour utilise une main-d'œuvre sous-développée africaine, espagnole ou portugaise, que la logique du système maintient en situation d'exploitée.

Ambiguë, la notion de démocratie l'est encore dans la mesure où elle se définit à la fois par ses techniques (le vote ou le pluripartisme par exemple), et par ses

objectifs ou le contenu de ses décisions. Le paradoxe et la difficulté de la démocratie tiennent à ce que des élections formellement régulières peuvent consacrer le maintien en tutelle d'une minorité, et qu'en revanche certaines mesures autoritaires favorisent parfois la libération de telle ou telle catégorie sociale. Vous savez bien quel peut être le poids des traditions, des habitudes, et comment les plus pauvres de nos paysans choisissent parfois pour les représenter des hommes du grand capital. La tentation est grande alors, même pour le démocrate, de rejeter un système de choix qui aboutit à pareilles aberrations, qui donne une telle puissance à la presse d'argent, à la télévision, aux mensonges ou à la démagogie. La tentation est grande, comme on dit, de vouloir faire « le bonheur du peuple malgré lui ». Il faut assurément la repousser, mais ne pas oublier pour autant que la démocratie peut être un cadre sans grand contenu — le droit de protester sans la possibilité pratique d'intervenir...

Prenons un autre exemple : on parle beaucoup de démocratisation de l'enseignement, et peu à peu elle s'instaure. Mais qui ne voit que l'égalité des chances reste théorique quand l'inégalité sociale est trop criante : l'enfant se trouve alors dans des conditions de travail trop différentes de celles de son voisin ; il est handicapé par notre système intellectuel, par exemple, moins habile à s'exprimer parce que ouvrier ou paysan d'origine ; il est handicapé par des ressources insuffisantes. Il apparaît alors que la démocratie vécue ne se sépare pas d'une certaine justice sociale. Le socialisme c'est précisément la recherche de cette justice sociale sans que la liberté en soit atteinte. Et l'un des propos de mon livre était précisément de montrer que la liberté ne pouvait se réduire à de simples droits juridiques, mais qu'elle suppose encore les moyens pratiques d'user de ces droits. A quoi sert pour un paysan la liberté d'agir comme il le veut sur ses terres si son travail ne le nourrit pas ? A quoi sert le droit de changer de logement si les loyers sont trop élevés ou les salaires trop faibles ?

Ceci dit, je consens que le socialisme comporte une bonne part de techniques et qu'aucune de ces techniques n'est par elle-même une solution définitive. La Sécurité Sociale est bien une forme de justice sociale, mais elle ne va pas sans lenteur, voire sans aberrations bureaucratiques. Mais la charité du riche pour les pauvres était offensante et inefficace. Je sais bien que lorsqu'on indemnise les propriétaires d'industries nationalisées, ils reportent alors leur puissance financière ainsi libérée dans d'autres secteurs et que la lutte est à poursuivre sur d'autres terrains. Je n'en conclurai pourtant pas, loin de là, que les nationalisations sont un échec. Bien sûr, on m'objectera qu'il reste à pousser jusqu'à la collectivisation totale ; c'est alors qu'apparaît

la bureaucratie dans toute sa puissance. En principe, je considère avec Rousseau qu'une société ne peut se fonder que sur les données du Contrat social : l'abandon de toute souveraineté individuelle à la collectivité (c'est bien ce qui se passe en temps de guerre par exemple) et le droit d'intervention pour celle-ci dans le vaste domaine des relations sociales. En pratique, je n'oublie pas que la collectivité ne peut être représentée que par des hommes avec toutes leurs faiblesses. J'en viens alors à constater que la collectivité n'est pas un monolithe, un tout homogène et que le mieux est encore pour éviter le totalitarisme de rechercher les points d'insertion de la démocratie (entreprise et plan pour l'économie, commune, département, région et nation pour le politique, quartier, sociétés diverses pour le social, etc., sans perdre de vue que ces différents niveaux se recoupent). Autrement dit, le socialisme peut à la fois recourir à la mutualité, à la coopération, aux nationalisations ou au simple contrôle comme moyens de faire prévaloir l'intérêt collectif sur les intérêts privés.

Vous pouvez dire alors que le socialisme « a quelque chose de dispersé et de multiple ». Oui, bien sûr, dans la mesure où il cherche à donner un contenu concret à la liberté, liberté qui pratiquement est vécue dans la dispersion et la multiplicité, voire dans la contradiction. Vous en concluez qu'il doit exister entre les démocrates-socialistes que nous sommes et les communistes, un fossé qui ne saurait être comblé. Le problème mérite d'être examiné de plus près.

Certes, dans la période stalinienne, nous nous sommes radicalement opposés, notamment en matière de démocratie et sans doute inclinâmes-nous à penser que le mouvement communiste international donne du stalinisme une explication peu satisfaisante, en rejetant toute la responsabilité sur un homme. Mais nous sommes assez lucides et honnêtes pour reconnaître que la Russie, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie ou la Bulgarie avaient toujours tout ignoré de la démocratie politique, qu'elles n'avaient connu ni l'étape de la révolution nationale de 1848, ni une évolution progressive de type britannique : les populations vivaient dans un état d'inculture, de sous-développement intellectuel et matériel qui favorisait une religiosité politique (quasi déification du Tsar par exemple) dont ces peuples ne se débarrassent que très malaisément. Toutes ces circonstances rendent d'autant plus regrettable le fait que le mouvement communiste international ait cru devoir appliquer le même traitement à la Tchécoslovaquie qui aurait pu être un extraordinaire laboratoire. Mais sans doute les considérations stratégiques et une regrettable tendance au schématisme l'ont-elles emporté sur une conception plus souple de la socialisation en pays développé.

Socialisme et Communisme

Etienne Borne. — Vos raisons personnelles d'être socialiste n'étant pas discutables ne sauraient être discutées. Par contre je contesterais qu'il y ait dans l'idée et la réalité démocratiques exactement les mêmes possibilités d'équivoque que dans l'idée et la réalité socialistes. Parallélisme à mon sens tout à fait formel et que je me suis efforcé de rompre. Certes, il y a de

vrais et de faux démocrates, et je ne considère pas M. Thiers (l'homme de « la vile multitude ») comme un démocrate — encore que les funérailles du fusilleur des communards aient été au lendemain du 16 mai et avant le scrutin décisif une manifestation d'union républicaine : pour battre le pouvoir personnel, la gauche de ce temps-là avait fait de M. Thiers le président d'honneur de sa campagne électorale. Passons.

Il y a, disais-je, de vrais et de faux démocrates, nous le savons parce que nous savons ce qu'est la démocratie ; il y a aussi de vrais et de faux socialistes, si nous le savons ce n'est pas parce que nous savons ce qu'est le socialisme, mais derechef parce que nous savons ce qu'est la démocratie. La non-coïncidence de nos thèses sauve l'objet du débat, sinon nous étions menacés d'être trop d'accord.

Les positions que vous venez de prendre et les thèses que vous venez de défendre sont une synthèse fortement nouée de ce qu'on appelle traditionnellement une pensée social-démocrate. Vous savez que dans le passé, la social-démocratie a été abreuvée d'injures par les grands et les petits, les illustres et les obscurs du communisme international, et je me réjouis de ce que, engagé dans un dialogue avec le parti communiste, vous mainteniez avec vigueur ce qui fait l'originalité de la social-démocratie.

Je me réjouis aussi de l'existence même d'un tel dialogue. Que dans un pays démocratique, les familles politiques dialoguent les unes avec les autres, s'expliquent les unes pour les autres, entrelacent questions et réponses, il ne peut en résulter qu'un progrès de la pensée politique et de tels échanges sont un symptôme de vitalité démocratique. Je constate seulement que le parti communiste ne dialogue avec autrui que lorsqu'il est dans l'opposition, se trouve-t-il au pouvoir, comme en U.R.S.S. ou dans les démocraties populaires, il n'y a plus personne avec qui dialoguer — et notamment pas de social-démocratie, à la suite de quelles vicissitudes historiques vous le savez aussi bien que moi. Je constate aussi que le parti communiste ne dialogue qu'avec ceux qu'il espère entraîner dans un projet politique commun ; la finalité d'un tel dialogue est de tactique ou au mieux de stratégie politiques : j'aimerais pour l'honneur et la beauté du dialogue, que les intellectuels du parti communiste puissent aussi dialoguer avec des non-marxistes ou des marxistes d'école différente sur un terrain proprement doctrinal et philosophique, dans un esprit de désintéressement politique. Et si c'est impossible c'est sans doute parce qu'il est de la nature du communisme de politiser toutes choses et même la philosophie, la morale ou l'art.

Sur ce dialogue lui-même, tel qu'il est commencé, je n'ai qu'une impression, forcément extérieure. Vous avez raison, il y a dégel après l'ère glaciaire du stalinisme ; les choses bougent à l'Est et aussi dans le parti communiste français. J'ai le sentiment que cette libéralisation, celle de la politique comme celle des esprits n'est vraie, pour reprendre le mot de Pascal, que jusqu'à un certain point seulement. Elle commence, bien sûr, mais elle ne cesse de commencer, elle n'en finit pas de commencer. Pourquoi toujours cet arrêt, cette retombée ? Reprenons un mot diffamé par les esprits forts, mais qui est commode et vrai : il y a chez les communistes une volonté d'humanisme et d'humanisme démocratique, et c'est le premier moment du dialogue ; si les communistes éprouvent tant de difficulté à passer à un second moment, c'est qu'ils ont le sentiment qu'à faire un pas de plus, c'est leur marxisme lui-même qui serait en question ; ils ont peur d'être amenés à une liquidation révisionniste de ce marxisme et de se trouver doctrinalement sur les mêmes positions que la social-démocratie dont ils contestent au fond, aujourd'hui comme hier, qu'elle soit véritablement marxiste. Parlons leur langage : que le marxisme se ramène à une éthique et ne soit plus une science et il n'y a plus de marxisme. D'où la violente réaction des jeunes marxistes contre l'humanisme. Je pressens de ce

côté un goulot d'étranglement qui rendra votre tâche difficile.

Roger Quilliot. — Un détail de vocabulaire tout d'abord : au terme de social-démocrate, nous préférons, selon la formule de Bracke, démocrate socialiste qui est une traduction plus exacte du vocable allemand.

Je n'ai pas perdu le souvenir du temps où ce mot nous était lancé comme un anathème. Mais en politique il ne faut avoir la mémoire ni trop courte ni trop longue. Trop courte, et l'on recommence les mêmes erreurs, les mêmes naïvetés ; trop longue et l'on fige les réalités, l'on s'immobilise dans un temps où tout change.

Aujourd'hui nous sommes, nous socialistes, à l'heure du dialogue avec le Parti communiste. Bien sûr, rien ne prouve qu'une nouvelle période de glaciation ne lui succédera pas. Mais il faut évaluer les chances d'évolution et de libéralisation. Je me réjouis pour ma part d'avoir été l'un des premiers à la pressentir ; le premier socialiste à dialoguer sévèrement en 1962 avec la *Nouvelle critique* ; le premier à participer à une Semaine de la Pensée marxiste ; tout comme je n'ai jamais cessé de dialoguer avec des chrétiens.

Pourquoi cette ouverture sur le P.C.F. ? C'est une nécessité politique : au fur et à mesure que le gaullisme nous découvre son visage, son autoritarisme profond, son mépris des institutions mêmes et des règles qu'il a établies, sa haine viscérale de tout fonctionnement démocratique normal — tout ce que Léon Blum avait pressenti voici vingt ans — nous sommes amenés à faire la chaîne ; et l'opinion nous a largement suivis sur ce point aux dernières élections législatives.

Au niveau des milieux ouvriers et paysans le courant unitaire est un mouvement de protestation contre ce que le gaullisme a d'abusif et de mystificateur, contre une politique économique et sociale qui se dit moderne mais demeure très largement favorable aux intérêts des milieux d'affaires et indifférente aux difficultés des travailleurs. A ce niveau, il n'y a souvent que très peu de divergences entre un ouvrier communiste et un ouvrier socialiste (j'ajouterai aussi un ouvrier chrétien), entre un paysan communiste et un paysan socialiste, dans la mesure où les uns et les autres vivent, sur le plan professionnel, les mêmes difficultés. Personnellement j'ai toujours eu plus de facilité à m'entendre, peut-être à cause de mes origines, avec un ouvrier ou un paysan communiste qu'avec un grand bourgeois républicain. Bref, il y a là un phénomène quasi-instinctif et qui a fort peu à voir avec les problèmes proprement idéologiques. Ce que vous évoquez, Etienne Borne, est surtout d'ordre intellectuel...

Henri Bourbon. — Il y a un phénomène qui n'est pas seulement un phénomène intellectuel, c'est la division entre socialistes de Force Ouvrière et communistes de la C.G.T. Or, je crois que les socialistes de Force Ouvrière portent sur les communistes un jugement beaucoup plus sévère que vous-même et qu'ils manifestent méfiance et réserves sur les possibilités d'une action commune.

Roger Quilliot. — Les réactions de Force Ouvrière mériteraient de plus longs développements. Force Ouvrière n'est pas un mouvement socialiste, même si beaucoup de nos camarades s'y trouvent ; on y rencontre des hommes qui sont presque aussi méfiants à l'égard du socialisme que du communisme, je pense à des camarades de tradition anarchiste. Il est vrai

enfin que la violence des affrontements passés a marqué bien des militants qui sont tout naturellement enclins à la défiance. Mais ma remarque valait moins pour les militants et dirigeants que pour les sympathisants.

Pour en venir au problème idéologique, il me paraît à peu près symétrique du problème de l'œcuménisme, en ce sens, que les difficultés entre protestants et catholiques ne sont pas très différentes, toutes choses égales, de celles qui nous séparent des communistes. Il y a toujours une espèce de méfiance et chacun se demande jusqu'où son interlocuteur veut l'emmener, y compris sur des problèmes pratiquement dépassés. Il est vrai encore qu'à première vue, c'est l'Eglise, la mieux organisée ou l'organisation politique la mieux structurée qui paraît en position de force. Ceci vous explique pourquoi je suis un fédéraliste acharné. J'ai toujours pensé (très exactement depuis 1954 dans un article de la *Revue socialiste*) que le problème des rapports avec le Parti communiste se poserait inéluctablement, faute de quoi il n'y aurait aucune majorité

de gauche possible et qu'il ne pourrait se régler durablement que si la gauche démocrate socialiste était suffisamment forte et structurée.

Demandons-nous la liquidation du marxisme aux communistes ? Sûrement pas, pour la simple raison que le marxisme ne me paraît pas se ramener à cette pensée totalitaire que vous lui prêtez. Je dirai volontiers qu'il en va des œuvres de Marx comme des Evangiles, qu'on y trouve souvent ce qu'on y apporte ; souvenez-vous : le Moyen Age a interprété les Evangiles de façon totale ou totalitaire, jusqu'à l'Inquisition comprise. Dans les pays de l'Est, semi-médiévaux pendant longtemps, le marxisme a pris un visage totalitaire qui s'assouplit avec l'apparition d'une certaine aisance.

Le polycentrisme est un fait : et le mouvement centrifuge apparaît en Roumanie plus rapide qu'on ne le soupçonne. C'est au point que la Roumanie, comme la Pologne, ou le Parti communiste italien, ont pris une position très prudente sur le conflit israélo-arabe, on n'en regrette que davantage les propos aberrants d'un Yves Moreau dans *L'Humanité*.

Les communistes et la démocratie

En Occident, les communistes sont obligés de tenir compte de l'évolution économique et sociale. Ecartons les vocables un peu trop faciles de société de consommation ou d'abondance, quand l'abondance est encore bien mal répartie. Il n'en reste pas moins que le comportement de l'ouvrier français, de l'ouvrier européen n'est plus révolutionnaire — s'il le fut jamais à proprement parler — si l'on donne à ce mot le sens, d'ailleurs contestable, d'un renversement total des fondements sociaux au jour J et à l'heure H. Dans les conversations de la délégation socialiste en U.R.S.S. même, j'avais été frappé par le souci de Kroutchev de libéraliser la vie quotidienne au travers de la vie commerciale (tolérance en matière de mode, installation de nouvelles boutiques). Si peu mercantiliste que je sois, il m'a toujours semblé que l'échange des marchandises préparait à l'échange des idées et que la tolérance en matière de mode préparait la tolérance intellectuelle. Il faut au révolutionnaire quelque puritanisme pour abattre la tyrannie, il lui faut quelque recul, quelque scepticisme pour ne pas y céder à son tour.

Au XVI^e Congrès, Roger Garaudy déclarait dans un bel élan mystique : « Ce n'est plus une image de dire que le socialisme a conduit sur les routes du ciel, de ce ciel que le christianisme promettait aux élus au-delà de la mort et que le socialisme nous ouvre dans cette vie. » Avec de tels propos nous ne saurions nous accorder. Mais les plus récents propos de Garaudy rendent un autre son, et je sais à quel point nombre de jeunes communistes s'écartent du dogmatisme (en un sens le mouvement pro-chinois les libère lentement de ce prurit : le verbiage conduit à se méfier des mots !)

Tout le problème est de savoir dans quelle mesure l'évolution des pays sous-développés freinera ou accélérera cette évolution. Si, personnellement, je me refuse à abandonner un certain nombre des armes que nous a léguées le marxisme traditionnel, c'est parce que, si je vivais dans certains pays, je serais amené à les emprunter. La violence ? Il est bien évident que les Cubains ne pouvaient se libérer de Battista que par

les armes et la même tentation doit être aujourd'hui celle des Grecs en face de leurs colonels.

Pour ces pays, en Amérique du Sud, en Asie ou ailleurs, les techniques révolutionnaires sont une nécessité, comme il est nécessaire alors de nationaliser très largement et de recourir à une certaine dictature provisoire sur des possédants prêts à tout.

En ce sens, il ne m'est pas possible, comme je serais tenté de le faire, de vivre à l'heure de mon seul clocher. En tant que Français je puis bien considérer la révolution violente comme inactuelle ou ne l'envisager que comme une réplique toujours possible à un coup d'Etat, à une violation flagrante et massive de nos droits ; mais je ne puis oublier que le Tiers-Monde qui représente les trois quarts de la population du globe ne connaît le plus souvent que des formes très artificielles de démocratie. Je ne puis oublier que l'aisance de l'Occident, et j'y range les pays de l'Est, tient pour une part au cours des matières premières qui entretient la misère dans de nombreux pays du Tiers-Monde.

J'ajouterai enfin que les pays de l'Est eux-mêmes, qui ont suivi un tout autre itinéraire que le nôtre, peuvent difficilement aboutir à des formes de démocratie tout à fait identiques aux nôtres. L'essentiel est de définir ce qu'est la démocratie, sans préjugés, dans son contenu et dans ses formes possibles. J'ignore si nous aboutirons à un résultat dans l'immédiat, je veux espérer que les prises de position du P.C.F. ne seront pas purement tactiques et que nous ne nous réfugierons pas derrière des habiletés de circonstance. Le dialogue est fait pour permettre de cerner les limites d'un accord, non pour les forcer. Mieux vaut un désaccord avoué, que le temps permettra de régler, qu'un désaccord camouflé qui mûrisse quelque jour en abcès purulent.

En tant que socialiste occidental, je suis bien résolu, et mes camarades aussi, à ne pas me laisser imposer un schéma importé et à faire prévaloir la seule conception de la démocratie que les Français puissent accepter : la démocratie pluripartisane avec liberté d'expression, d'opinion, de réunion et de conscience. Mais je ne puis ignorer certaines de nos faiblesses ni les pro-

blèmes qui se posent à l'Est ou encore dans un Tiers-Monde que le système d'échanges capitalistes met hors d'état de se développer.

Etienne Borne. — « La seule conception que les Français puissent accepter », dites-vous ; en tant que Français moyen menacé d'aliénation puisque son sort pourrait dépendre de l'issue de votre dialogue, j'adhère tout à fait à ce qui pour vous, pour moi, pour une large majorité est un impératif catégorique, et je suis sûr que vous ne manquerez pas de demander à vos interlocuteurs ce qu'il pourrait advenir de ce pluripartisme et de cette liberté de conscience au lendemain du « passage au socialisme », car dans leurs formules les plus libérales, les communistes n'ont jamais admis le pluripartisme que dans la période préparatoire à la prise du pouvoir par une coalition des partis de gauche ; mais ils n'ont jamais concédé, et ils sont tenus à ce refus par le marxisme (ou par l'idée qu'ils s'en font), qu'ils accepteraient de mettre démocratiquement en jeu devant le suffrage universel le pouvoir politique qu'ils auraient démocratiquement conquis. Une fois à l'étage, ils ne renvoient pas l'ascenseur, et ils barrent l'escalier. Tout ce qui n'est pas la gauche telle qu'ils la définissent d'autorité, est constitué en état d'indignité civique. On en revient à la même mystification qui a beaucoup servi et que Camus a vigoureusement dénoncée : mettre en suspens la démocratie pour se donner le temps et le moyen de les réaliser complètement. Il est des morts qu'il faut toujours tuer. Staline est de ceux-là.

En ce qui concerne les péripéties du dialogue, il me semble, et vous m'excuserez de schématiser, que plus vous donnerez les uns et les autres aux idées de démocratie et de socialisme un contenu déterminé, une compréhension riche et dure, plus les communistes vous donneront l'impression d'une insuffisance de démocratie, plus vous leur donnerez l'impression d'une carence de socialisme. Il m'apparaît aussi qu'entre les communistes et les démocrates socialistes, il y a des différences de physiologie, toujours au sens balzacien, plus importantes encore que les oppositions ou les diversités doctrinales. Et je crains que la psychologie des communistes qui sont souvent d'admirables et efficaces « animaux politiques » se trouve mieux accordée que la physiologie des démocrates socialistes à ces vieilles politiques de prestige et de puissance auxquelles les techniques et l'ambition socialiste donnent des chances nouvelles — du moins lorsque le socialisme n'est pas contredit, démembré, projeté hors de lui-même par la grâce, prévenante et efficace, de l'idée démocratique.

Reste, et j'en dirai peu de choses, la question des tâches et de l'efficacité. Les démocrates, tous les démocrates ont beaucoup à faire dans le monde, et notamment en France. Il a pu s'agir de résistance violente à la tyrannie. Il peut s'agir, et dans ce cas les moyens ne sont pas en contradiction avec la fin, d'une œuvre pacifique de réconciliation, de promotion, de libération. Mais partout la seule coopération des socialistes et des communistes me paraît inadéquate à l'ampleur et à la spécificité de la tâche à entreprendre. Parfois parce que le communisme comme parti et comme Etat n'est pas nécessairement du côté de la démocratie... Et de plus la décision prise assez récemment en France par les socialistes de traiter les communistes en alliés privilégiés risque de décourager et d'éloigner de votre dessein beaucoup de

démocrates qui pour n'être point socialistes sont d'authentiques démocrates, sensibles aux impératifs de la justice, et adversaires du pouvoir personnel. La tentative Defferre, marquée elle aussi de l'esprit démocrate socialiste, était moins exclusive. Et s'il est plaisant de voir le parti progressiste distribuer à la ronde, selon les besoins de sa tactique, les brevets de progressisme et les écriteaux d'infamie réactionnaire, il est irritant que d'autres que les communistes fassent écho à des classifications sommaires, sans innocence, et qui, si elles étaient prises au sérieux, priveraient de base et rendraient aléatoire la nécessaire majorité démocratique de demain.

Mais nous voici dans la contingence approximative des opportunités et des tactiques. Les démocrates socialistes ne sont pas de moins mauvais démocrates socialistes lorsqu'en Allemagne et en Italie ils ont fait un autre choix. Et ils sont, eux, au pouvoir...

Roger Quilliot. — Je conviens volontiers qu'il est nécessaire d'accueillir toutes les bonnes volontés sur le double plan national et international. Je salue toutes les initiatives qui tendent à renforcer la résistance à un autoritarisme croissant. Mais il faut bien admettre que les communistes doivent y avoir leur part, faute de quoi il n'y a aucune majorité de relève possible.

Henri Bourbon. — Les socialistes, les communistes, et d'autres, ou pas d'autres ?

Roger Quilliot. — Les communistes et d'autres, tous ceux qui acceptent les moyens et les objectifs d'un programme raisonnable et constructif de progrès. J'ai toujours considéré les exclusives venues du Centre Démocrate à l'égard du Parti communiste comme une forme de complicité indirecte avec le pouvoir actuel, on ne peut pas prétendre modifier une politique jugée mauvaise sans proposer une majorité de rechange. C'est se condamner à des marchandages éventuels avec le pouvoir, marchandages dont l'opinion ne veut plus. La position de Robert Buron, autant que j'en sois informé au travers de la presse, me paraît plus réaliste et digne d'intérêt.

La conjonction Fédération de la Gauche Démocrate Socialiste - Parti Communiste Français n'est sûrement pas suffisante par elle-même. Il lui faut convaincre l'opinion flottante de sa détermination, de la clarté de ses choix démocratiques et de sa volonté de justice sociale. La convaincre non sur des étiquettes, et je suis radicalement hostile à toute exclusive a priori, dès lors qu'elle ne porte que sur des mots ou des préjugés, mais sur des projets. Je refuse tout manichéisme tant sur le plan national qu'international. Et pour finir sur ce dernier point, j'estime que Washington n'a pas nécessairement tort au Moyen Orient parce qu'il a tort à Hanoï et que Moscou n'a pas raison au Moyen Orient parce qu'il aurait raison au Viet-Nam. On ne réglera pas les problèmes du Tiers-Monde sans un minimum d'accord entre Washington et Moscou, que cela plaise ou déplaise à de Gaulle. Un accord qui tienne compte du droit des hommes à vivre dans la paix et dans la dignité.

Démocrate socialiste, je ne connais pas de formule à la fois plus modeste et plus ambitieuse. La tâche est immense, mais le chantier est ouvert à toutes les bonnes volontés, à tous ceux qui se refusent à vieillir dans le confort mensonger du conservatisme ou à grandir dans les commodités de la prophétie.

LE REVE DU CITADIN

UNE MAISON DE CAMPAGNE

par

Cécile DELANGHE

Sommeil, métro, voitures, travail, télévision, comme le disque de Newton, le monde moderne se décolore, à tourner trop vite. Que vienne la fin de la semaine, que s'arrête le disque, et revoici les couleurs, le vert en particulier. Voilà le sens des promenades dominicales. Cependant, à ces promenades dominicales, les citadins ont trouvé un nouveau but. Chaque dimanche, quand ils ne roulent pas en cohortes serrées vers les piscines ou vers les forêts avoisinantes, ils vont traquer le havre de paix, la petite chaumière de leurs rêves.

En effet, dès l'instant où il dispose d'un appartement, d'une automobile, de quelques appareils électro-ménagers et d'un compte en banque légèrement garni, il n'est guère de citadin qui ne fasse, ce qu'il est convenu d'appeler, le complexe de la résidence secondaire, et cela à quelque catégorie sociale qu'il appartienne. Et même s'il revient bredouille, le soir, vers ses trois pièces-cuisine de la rue d'Alésia ou du boulevard des Batignoles, la préoccupation reste là. D'après un sondage effectué par le Ministère de l'Agriculture, 71,14 % de citadins envisagent d'avoir une maison de campagne, et chaque année 80.000 d'entre eux transforment ce projet en une réalité.

Pour montrer à quel point cette

préoccupation hante les esprits, il faut noter un fait important : outre l'apparition d'une presse spécialisée, l'introduction, ces derniers temps, dans la plupart des magazines populaires, de rubriques consacrées au jardinage, au bricolage et à l'aménagement des fermettes. Chaque mois, si ce n'est chaque semaine, cette presse nous donne une belle photographie en couleurs. Récemment, l'un des magazines proposait à ses lecteurs le devis suivant ; outre le prix d'achat de la maison qui visiblement tombait en ruines (900.000 anciens francs), le coût des travaux qui, semble-t-il, l'avaient transformée en un château miniature, ne dépassait pas trois millions et demi d'anciens francs. Ouvertement, il s'agissait là d'une maison confinée à une réalité féérique, comme en faisait foi les photographies, qui ne saisissaient les pièces et le jardin qu'en survol, comme des objets à la fois proches et inaccessibles. Dans la plupart des cas, il n'est d'ailleurs jamais question de problèmes réels, (le problème réel n'étant pas de choisir entre des revêtements de murs en bois ou en pierre, mais de trouver ces revêtements, c'est-à-dire de les payer). Ceci explique cela : c'est parce que l'on s'adresse à un public dont le pouvoir d'achat n'est guère confortable (des enquêtes en font

foi), que l'on prend soin de ne pas postuler des travaux économiques. Lisez en revanche les revues spécialisées, dont le public est en mesure de posséder un second toit ; ce qu'elles lui proposent, assurées qu'il pourra les exécuter, ce sont des travaux, non pas magiques, mais réels.

Quelques chiffres

Certes, l'ampleur de ces migrations qui vident les grandes cités, chaque fin de semaine, ne cesse de croître ; avec l'élévation du niveau de vie, le développement du crédit, et grâce aux autoroutes qui réduisent les distances et rapprochent les régions moins chères, d'année en année, ce rêve collectif devient réalité pour certains. Tous les ans, on fait aménager ou construire en moyenne 80.000 maisons supplémentaires ; ce taux de progression est même plus rapide que celui des logements. Et, en douze ans, le nombre des résidences secondaires a presque triplé ; en 1954, on en comptait 447.000 ; en 1962, 960.000 ; et aujourd'hui, selon l'Institut technique de la résidence secondaire, il y en aurait près d'un million 300.000 ! et encore, ce dernier chiffre est-il avancé, avant même les grandes promenades de l'été, avant leurs coups de foudre imprévus et leurs transactions enthousiastes.

Aujourd'hui l'urbanisation va croissant mais en l'an 2000 il y aura dans les campagnes françaises plus de citadins que d'agriculteurs.

Seulement, la grande majorité des propriétaires de résidence secondaire sont des cadres supérieurs, de 45 ans et plus, pères d'une famille peu nombreuse. Économiquement parlant, ils se situent, la plupart, au-dessus de la moyenne. Pour être plus précis, disons que 53 % d'entre eux ont un revenu annuel déclaré de 60.000 F et plus ; 20 % entre 35.000 et 60.000 F ; 18 % entre 25.000 et 35.000 F. Et si

certains agents immobiliers affirment qu'ils commencent à avoir affaire à des clients gagnant entre 1.000 et 1.500 F par mois, ceux-ci sont encore l'exception. La résidence secondaire est encore un luxe, où certes l'immobilier, la presse féminine, les photographies en couleur, l'automobile, les engrais et l'aménagement de la nature font bon ménage, mais qui reste hors de la

portée de la grande majorité des Français.

Il s'agit, en effet, d'une entreprise à la fois coûteuse et exténuante. Coûteuse, parce que le mythe de la ferme acquise pour une bouchée de pain à fait long feu, particulièrement dans un rayon de 300 kilomètres autour de la capitale, et qu'il est exclu aujourd'hui de devenir propriétaire d'un terrain et de murs

chapeautés d'un toit pour moins d'un million et demi d'anciens francs. Et même si, à la solution américaine du bungalow préfabriqué et livré, sans surprises, clés en mains, les Français préfèrent les vieux murs à retaper, même si ces maisons anciennes, plus ou moins abandonnées, reviennent moins cher à l'achat, encore faut-il les rendre habitables, les doter d'un confort minimum : eau, gaz, électricité... et les restaurer, souvent à grands frais.

Entreprise également exténuante, parce que la terre promise de refuge bucolique et familial ne cesse de reculer. Il y a dix ans, 70 kilomètres autour de Paris était une bonne moyenne. Désormais, du vendredi soir au lundi matin, la banlieue de la capitale s'étend des grèves de la Manche aux pentes du Morvan. Même les habitants des grandes métropoles régionales, les Marseillais, les Lyonnais, les Bordelais et les Lillois, commencent à couvrir une bonne cinquantaine de kilomètres pour rejoindre leur maison de campagne.

Raisons d'ordre économique, psychologique, social

Bref, il faut de solides raisons, pour se lancer dans l'aventure. Mais les candidats à la propriété n'en manquent pas. Et la première de ces raisons, c'est paradoxalement l'économie. Une maison où l'on peut passer toutes les vacances et tous les week-ends, dès la belle saison, rembourse rapidement l'investissement initial. C'est vrai, à condition, toutefois, de renoncer une fois pour toutes au plaisir de découvrir des régions nouvelles et des pays étrangers.

La deuxième raison, c'est le besoin de rompre avec la vie urbaine ; pour les uns, de respirer l'air pur, et pour les autres, de redécouvrir, dans la paix, des domaines intérieurs. Et si, par exemple, ni les Américains, ni les Anglais n'expriment ces besoins, peut-être est-ce tout simplement parce qu'ils n'ont jamais cessé de vivre en maisons individuelles, à des dizaines de kilomètres de leur lieu de travail. En France, il est vrai que ces biens communs que sont

le silence, l'air pur et la chlorophylle ont été depuis longtemps accaparés et sont détaillés à prix d'or à ceux qui se contentent de les louer, une fois par an, pendant leurs vacances. Besoins légitimes, donc, en admettant toutefois que le retour, pare-chocs contre pare-chocs, pendant deux ou trois heures, ne nous prive pas de tout le bénéfice d'un dimanche à la campagne. Pour avoir une preuve de notre ignorance quant à ce que devrait être ce repos hebdomadaire, il suffit de regarder la tête de certaines personnes, le lundi matin ; on peut dire qu'il y en a une sur trois qui semble plus fatiguée que le vendredi.

La troisième raison est d'ordre social. Dans l'anonymat de la vie moderne, la maison est une attache. « L'enfer, c'est les autres », a lancé Jean-Paul Sartre, dans une formule célèbre ; et jamais les autres ne sont plus autres, plus étrangers que dans la vie urbaine, lorsqu'ils se constituent en foule. La ville disperse les grandes familles et oublie les rites de bon voisinage, des rites aussi vieux que l'apparition de l'homme sur la terre. En revanche, la maison des champs (au sens large du terme) c'est un moyen de retrouver famille et amis. Seulement, ces parents que l'on se réjouit d'inviter, ces amis très chers qui viennent vous surprendre le dimanche, constituent à l'expérience une lourde charge, lorsque l'on s'aperçoit qu'il faut penser aux draps, aux couvertures, à la vaisselle, aux provisions, et que l'on découvre qu'il est impossible de se faire aider. Il est d'ailleurs curieux de noter que, si l'on en croit les sondages d'opinion, les femmes sont les candidates les plus acharnées à la propriété.

Evasion, bricolage, propriété, liberté

Pourquoi le dissimuler ? L'achat d'une maison de campagne n'obéit pas à un calcul logique. Ni la grande soif de verdure, ni l'aspiration au calme, ni le désir de faire un bon placement, ni les considérations d'ordre social pour certains, ne suffisent à l'expliquer.

Dès lors, à bout d'arguments, on se tourne vers les hommes de sciences, vers les psycho-sociologues ; et il vous est répondu que la résidence secondaire correspond à un besoin physiologique profond, notamment un besoin d'évasion. Seulement, chacun exprime, de la sorte, son souci propre, différent des exigences d'autrui. Penser les résidences secondaires, c'est donc d'abord rechercher les différents sens de l'évasion ; pour les uns, ce peut être ne plus voir la tête du chef de bureau ou du directeur ; pour les autres, c'est retrouver l'herbe et les vaches d'une enfance perdue ; pour l'esthète cerné par l'architecture du boulevard Hausmann, la découverte de pierres qui parlent juste ; pour l'employé attaché à quelque compagnie d'assurance, l'extase du commandement et de la décision. Obscurément, chacun chercherait, dans la résidence secondaire, ce dont l'a frustré la civilisation moderne.

La fantaisie vestimentaire, le vieux pantalon et le chandail mité, sont les signes visibles de ce sursaut de révolte et de cet affranchissement. Loin du patron, des collègues et des voisins, chacun peut enfin vivre son personnage. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si la tradition du Carnaval est morte, en même temps que l'avènement des loisirs. La fonction change simplement d'organe.

« En l'an 2000, trois Parisiens sur quatre auront, probablement, leur résidence principale à la campagne.

« En l'an 2000, la semaine de travail sera d'environ trente heures et l'amortissement du temps de transport amènera à répartir ce travail sur quatre jours. Dès lors, la résidence secondaire d'aujourd'hui ne deviendra-t-elle pas la résidence principale ? Un quart seulement des personnes travaillant à Paris y auront leur carte d'électeur. Les autres, sachant qu'elles ne se trouveront pas dans la capitale le dimanche, seront inscrites sur les listes des bourgades de province. »

EDGAR PISANI,
Ancien Ministre de l'Équipement.

Quelques heures d'air pur, des kilomètres de route

Cela, à un premier stade d'analyse. A un second, stade, les psychiatres poussent plus loin l'explication. Comme l'enfant qui s'amuse à construire une cabane, son jeu favori, l'adulte qui possède un toit, satisfait deux exigences fondamentales : besoin de protection, après l'arrachement au sein maternel (entendez la société dans laquelle il se sent mal intégré) ; et besoin de s'approprier le monde, en le refaisant de ses propres mains. A cet égard, il est caractéristique que, d'une manière générale, les Français préfèrent rénover une vieille maison qu'en faire construire une neuve. Et quand ils s'y résignent, ils exigent une copie du style traditionnel de la région ; de la sorte on peut entretenir l'illusion du « vieux ». Ainsi, voilà donc pourquoi, chaque dimanche, des milliers de citadins, qui ne planteraient pas un clou dans leur appartement, transpirent avec délices, pour transformer leur château en Espagne en bicoque de rêve ; voilà donc pourquoi seule une maison de campagne peut décider la femme à gâcher du plâtre et le mari à piquer des rideaux.

A un troisième stade d'analyse, on

fait appel à d'ancestrales aspirations, où se mêlent tout à la fois une certaine religion de la nature et le goût du nomadisme, un vieil instinct de propriété et un besoin de liberté personnelle. En guise d'illustration, reprenons cette boutade de Louis Armand : l'homme paléolithique était nomade ; il n'aimait pas rester en place ; mais, un beau jour, quelque diable lui a enseigné la culture et l'élevage ; pris au piège, il lui a fallu gratter le sol ; et pour bien lui dire où il devait rester, on a planté des dolmens et des clochers. Comme il s'ennuyait, il réussissait parfois à se sauver, grâce aux guerres et aux croisades. Aujourd'hui, il a découvert un nouveau « *modus vivendi* » : entre le désir de fuite que traduit la passion de l'automobile, et ses aspirations terriennes que traduit le premier geste du nouveau propriétaire : l'achat d'une clôture (de l'avis de tous les magasins spécialisés), l'homme a trouvé un moyen terme : la maison de campagne.

Dès lors, qu'importent les tracasseries et la dépense, puisqu'il s'agit de satisfaire des instincts profonds. En outre, en vertu du principe qu'on ne

s'attache vraiment qu'à ce qui vous coûte de la peine, on se sent pleinement propriétaire.

Une affaire de standing ?

Ce sont là quelques explications à ce besoin immémorial de posséder un toit. Je laisserai tout de même le mot de la fin à un propriétaire de résidence secondaire, un mot qui transforme l'édifice des précédentes considérations en un château de cartes branlant. Tout comme l'automobile, tout comme les robots ménagers, tout comme les croisières et les beaux voyages, la résidence secondaire ne serait qu'affaire de standing maquillée après coup par des motifs plus nobles. On croit y retrouver sa liberté perdue ; ce n'est en fait qu'une liberté consommée. La passion s'épuise, d'ailleurs souvent, avec la possession de son objet ; au bout de trois ans en moyenne, beaucoup de propriétaires revendent, paraît-il, leur maison... en ayant doublé la mise. Si vous avez des capitaux, vous saurez maintenant où investir.

Cécile DELANGHE

LA FRANCE A MI-CHEMIN DE LA PROMOTION SOCIALE

par

Guy LAMBERT

COMBIEN DE « BOURGEOIS » EN FRANCE ?

2 Français sur 3 ont l'apparence de « cols blancs »

1 Famille sur 2 a le « tout-confort »

1 Travailleur sur 20 revendique le niveau « d'études supérieures »

Sous un angle purement matérialiste, la France a obtenu un progrès social réel ; chaque Français a davantage de « chevaux-vapeurs » à sa disposition qu'un patricien romain n'avait d'« esclaves ». Mais, en fonction de critères plus humains et culturels notre pays a encore beaucoup à accomplir : le plein épanouissement des hommes n'est pas suffisamment assuré par une promotion permanente dans les hiérarchies professionnelles.

Le mouvement de grèves français ne donne plus l'impression d'un raz-de-marée de revendications, à la manière de 1936. Nombreux sont les défilés, effectués en automobiles, comme aux Etats-Unis en 1930. Souvent quand le mot d'ordre requiert une manifestation sur vélocycle, il en coûte à certains grévistes. Ils doivent alors renoncer, temporairement, à leur auto, et emprunter un véhicule à deux roues, soit à un membre de leur famille, soit à un ami. Ce n'est pas pour autant que nos compatriotes sont profondément satisfaits. Leur rancœur est d'abord entretenue par les difficultés qu'ils rencontrent pour se procurer certains biens matériels.

Mais une déception plus profonde est en train de naître. Les Français découvrent qu'ils n'ont plus, dans leur giberne, un bâton de maréchal (car la gloire militaire n'est plus à l'ordre du jour) mais, ce qui est plus grave, ils s'aperçoivent que leur capital intellectuel n'a que peu de chances de s'épanouir. L'accès des travailleurs à un échelon plus élevé dans la hiérarchie des qualifications professionnelles est souvent bouclé. Il n'en faut pas davantage pour entretenir un sentiment de frustration : les possibilités de véritables promotions sociales restent relativement restreintes dans notre pays.

Cent cinquante ans de retard sur les anglo-saxons

Est-ce parce que la vie parlementaire française n'a surgi qu'avec 150 ans de retard sur le parlementarisme britannique ? Est-ce, aussi, parce que les méthodes modernes de gestion économique ont également enregistré un siècle de retard : la Banque de France ne fut créée que 100 ans après la Banque d'Angleterre. Un retard équivalent se produit dans les assurances, le développement des entreprises, etc ? Le Royaume-Uni, fatigué tout autant que nous par deux guerres mondiales, n'est d'ailleurs plus un modèle à suivre comme autrefois. Ce sont les Etats-Unis qui, par leur exemple, soulignent les progrès nous restant encore à accomplir : Outre-Atlantique 40 % des jeunes gens de moins de 25 ans suivent des cours dans une université, cependant qu'en France une opportunité de promotion universitaire assurant d'une manière normale l'obtention d'un poste de commandement, n'est réservée qu'à 10 % de nos compatriotes.

La jeunesse ne manque pourtant pas d'ambition. Mais elle ne peut réaliser ses aspirations que rarement.

Deux obstacles s'y opposent : d'abord les parents n'ont pas toujours la possibilité matérielle de faciliter les études supérieures à leur progéniture, ensuite, le marché de l'emploi n'assure qu'une évolution lente. L'économie de demain n'aura plus autant de manœuvres et de non-qualifiés qu'au XIX^e siècle, mais les postes de responsabilité ne seront pas aussi nombreux que le désireraient les jeunes gens. Actuellement, il y a déjà 54 % de Français occupant des postes d'ouvriers qualifiés, de contremaîtres, d'employés, de cadres, de patrons et artisans, de cadres supérieurs et de professions libérales. Le chiffre, normalement, devrait dépasser 65 % dans une dizaine d'années, soit vers 1980. On est en présence d'une évolution réconfortante. Elle n'est peut-être pas suffisamment connue, et elle décevra encore un grand nombre de moins de 20 ans en 1970. Voici en effet comment se présentent les aspirations des jeunes, face aux possibilités du marché :

ASPIRATIONS DES JEUNES

Situation en 1966	Désirs des jeunes	CATEGORIES	Le Marché	
			en 1970	en 1978
18 %	2,6 %	Agriculteurs	14 %	10 %
28,5 %	5,3 %	Ouvriers	25 %	18 %
19 %	3,7 %	Contremaîtres et qualifiés	15 %	18 %
18 %	29 %	Employés et Cadres	16 %	20 %
13 %	5,4 %	Patrons et Artisans	10 %	9 %
		Cadres supérieurs et Pro-		
3,5 %	54 %	fessions libérales	10 %	15 %
		Marge d'imprévu	10 %	10 %

La situation est assez stupéfiante : 54 % des Français à qui l'on vient de demander quels étaient leurs goûts en matière de métiers, voudraient s'orienter vers une situation de cadres ou de professions libérales, cependant que seulement 10 à 15 % des effectifs obtiendront en pratique cette promotion sociale dans les proches années à venir. Un fait réconfortant reste certain : le marché de 1978 sera plus accessible que celui de 1970 aux personnes recherchant une promotion. Il faut espérer que les mécanismes de formation accélérée, de recyclage, etc., bref, tout ce qui constitue la fameuse « *éducation permanente* » offrira aux Français l'occasion de développer pleinement leurs facultés, en accédant d'une manière commode à des enseignements de ce type.

La politique des revenus est déjà assez avancée

Il est très important d'insister sur les difficultés rencontrées, un peu partout chez nous, par un Français ou une Française, dès qu'il ou qu'elle veut améliorer ses connaissances. Les structures de l'encadrement de notre économie donnent, d'abord, la priorité aux « *bêtes à concours* », qui ayant franchi le cap d'une Grande Ecole, avant l'âge de 22 ans, ont obtenu une sorte de monopole dans la direction des affaires. Ceci a l'inconvénient de boucher l'horizon. Or, il ne suffit pas d'améliorer la situation matérielle d'un homme, comme

d'une femme, il est nécessaire de lui donner, aussi, l'espoir de progresser en permanence s'il le désire (1). La France n'a donc atteint qu'un premier stade en s'engageant dans une politique des revenus qui a visé au seul relèvement du niveau de vie. C'est à une amélioration généralisée du mode de vie, assurée par des connaissances plus raffinées et des responsabilités plus délicates, qu'aspire notre peuple, héritier de trente siècles de civilisation, et dont le génie a suffisamment affirmé son originalité dans le monde.

Sans discuter, outre mesure, les statistiques qui caractérisent l'amélioration de la vie quotidienne en France, sans mettre en cause, non plus, les pourcentages de progrès qui montrent combien ouvriers et employés (comme tous les possesseurs de revenus modestes) ont été l'objet d'un effort particulier de la part des Pouvoirs Publics, on doit chercher à expliquer pourquoi une amertume et un mécontentement continuent à s'exprimer par les récents mouvements de revendications. N'est-ce pas à cause d'un besoin de promotion sociale qui dépend surtout de l'amélioration des connaissances intellectuelles conférant, en outre, une sorte d'auréole de notabilité ? Or cette aspiration légitime reste trop souvent insatisfaite en ce domaine ; en revanche, les progrès matériels sont indéniables. Voici comment ont progressé les revenus des Français :

EVOLUTION DES REVENUS

(en milliers de Francs)			(en millions de personnes)			
ANNEES			Progrès en Nombre			
1956		1967	pourcentage de			
En F 1956	En F 1967		sur 10 ans ménages			
			de			
			1956 1967			
8.560	14.500	27.000	Agriculteurs	85 %	2,1	1,4
16.500	28.000	47.500	Patrons (industrie et commerce)	70 %	1,4	1,3
18.500	32.000	63.000	Professions libérales et cadres supérieurs	97 %	0,5	0,7
11.600	19.800	34.500	Cadres moyens	75 %	2,2	3
9.000	12.200	22.000	Employés	135 %	1	1,2
4.000	6.800	18.200	Ouvriers	170 %	2,8	2,5
2.200	3.700	11.000	Non-actifs	260 %	3,2	4

Ces chiffres laissent-ils vraiment les lecteurs sceptiques ? Il s'agit des données fournies par les rapports des Comptes de la Nation. Régulièrement, ils sont mis à jour à la fin de chaque printemps. Cette année, 15 millions de ménages français, dépensant environ 330 milliards de Francs, auront, théoriquement, un pouvoir d'achat moyen de 22.000 francs -- soit 2,2 millions d'anciens francs. Ces estimations font intervenir une fraction de « *revenus non distribués* » qui figurent dans les tableaux du budget social. L'an prochain, par exemple, pour 14,5 millions de salariés, ce budget social redistribuera 145 milliards de francs. Autrement dit, en moyenne chacun des travailleurs qui n'est pas à la tête d'une entreprise aura un complément salarial de 10.000 francs, nous disons bien 1 million d'anciens francs ! La plupart des Français nieront sans doute cette redistribution d'appoint !

(1) Cf. France-Forum, n° 77 - « Education nationale et société industrielle ».

En effet, ils ne toucheront, sur cette somme, que leurs congés payés, leurs gratifications éventuelles de l'in d'année, leurs primes de productivité, leurs allocations familiales (lorsqu'ils ont des enfants). Les autres redistributions du budget social sont constituées par des remboursements de la Sécurité Sociale et ne transitent pas toujours entre les mains des travailleurs. Il s'agit de l'aide aux cantines, au logement, ou aux colonies de vacances, des indemnités de chômage, des subventions aux transports en commun, correspondant à des tarifs réduits, etc... Il ne faut pas s'étonner qu'en majorité, la population n'étant pas consciente de ces mouvements d'argent ne croit guère aux statisticiens qui avancent les chiffres publiés, ci-dessus. En pratique, la « famille robot » d'employés ne disposera pas en fait cette année de 22.000 francs selon les indications de notre statistique, mais seulement d'environ 14 à 16.000 Francs — même en y incluant la part du budget social qui transite dans la bourse d'un tel foyer — Les « non-actifs » seront tout aussi étonnés d'apprendre qu'ils disposent, en moyenne, de 11.000 francs car une grande partie des sommes qui sont comptabilisées en leur nom reste dans les mouvements d'écritures des comptables des hôpitaux, des hospices, etc... dont les prix de revient s'alignent parfois sur ceux des hôtels de luxe.

Un prodigieux glissement de catégories sociales

En revanche l'évolution des catégories sociales rencontrera beaucoup moins de scepticisme. Nul ne sera étonné d'apprendre qu'en l'espace d'une dizaine d'années, le nombre de personnes classées dans la rubrique « professions libérales et des cadres supérieurs » a augmenté de 200.000, cependant que celui des cadres moyens a progressé de 800.000.

On trouvera naturel de découvrir que le nombre des retraités est passé de 3,2 millions à 4 millions. Notre société est en mesure d'assurer une retraite aux personnes de 65 ans, même si celle-ci est souvent médiocre. Nous sommes donc sur le chemin d'une politique, somme toute, assez sociale.

Les chiffres concernant les cadres et les professions libérales ne sembleront pas davantage exagérés. La dernière enquête de la SOFRES, effectuée par sondage, constitue un reflet de la vie de 800.000 Français, regroupés en 700.000 familles de cadres supérieurs et professions libérales. La SOFRES annonce que 35 % d'entre eux sont des « indépendants ». Est-ce pour cette raison que l'on compte 21 % de personnes interrogées qui n'ont pas voulu déclarer leurs revenus ? En dehors de 19 % ne gagnant que de 20 à 30.000 francs, on recense tout de même 35 % de cette catégorie socio-professionnelle enregistrant un revenu variant entre 30 et 75.000 francs par an, soit 7,5 millions d'anciens francs. Si l'on y ajoute les compléments sociaux qui, eux aussi, interviennent largement pour les cadres (on comptabilise, par exemple, à raison de 300 francs par mois l'avantage en nature d'une automobile, or, celle-ci correspond, au moins, à un complément de salaire deux fois plus important), le revenu moyen réel est encore plus élevé.

Quels sont les diplômés des cadres ? 1 sur 10 n'est encore qu'un autodidacte, 4 sur 10 ont abandonné leurs études après le lycée, 3 sur 10 seulement les ont poursuivies dans l'enseignement supérieur (Facultés, Grandes Ecoles, etc...).

La promotion sociale concrétisée dans un examen minutieux de l'origine des cadres est indubitable. Nous avons, personnellement, interviewé 1.500 personnes, sur plus de 20 ans, et nous avons découvert qu'à peine 200 d'entre elles étaient nées « avec une cuillère en argent dans la bouche », comme disent les Anglo-Saxons, pour exprimer l'origine sociale par l'aisance, la notabilité et la richesse.

A cet égard, l'exemple des Polytechniciens est à méditer. Pendant des années, M. Alfred Sauvy déclarait que seulement 17 % d'entre eux étaient d'origine modeste. Conformément aux questionnaires remplis à leur arrivée par les élèves de la rue Descartes, 5 à 6 % seulement étaient fils d'agriculteurs, 11 à 12 % étaient fils d'ouvriers. Sous la présidence de M. Mayolle, l'Association des Anciens Elèves décida de compléter le questionnaire, en demandant aux polytechniciens quelle était la profession de leurs grands-parents. Stupéfaction : 46 % des élèves firent savoir, alors, qu'ils étaient d'origine extrêmement modeste d'après leurs grands-parents. Ce sondage montre combien il est souvent nécessaire d'assurer le relais de la promotion sociale, en passant par le fonctionnaire très moyen, l'employé de bureau, l'instituteur. En pratique, on découvre qu'il est indispensable qu'un enfant dispose d'un minimum de confort, ne serait-ce qu'une chambre isolée lui permettant d'étudier dans le silence, pour passer des examens. Ne peut-on pas tirer de cette expérience une leçon pour l'avenir ? A partir du moment où l'amélioration des conditions matérielles assure aux adultes un logement convenable et peu bruyant, le père de famille ou son épouse ne peuvent-ils pas préparer des cours par correspondance, ou suivre des sessions de recyclage ? Ils rattraperont, ainsi, au cours de leur existence, les chances qui leur ont échappé sans attendre que leurs enfants effectuent un bon en avant ?

Car cette promotion, qui devrait être systématisée, s'est déjà effectuée, ainsi que le rappelle un économiste, M. Pierre Bleton, dans son très intéressant ouvrage « Mort de l'entreprise » (2). Il remarque pertinemment : « Il faut se garder de définir une élévation dans la hiérarchie sociale par rapport à la profession attribuée au père à la fin de sa vie. C'est la situation en début de carrière qui est significative. Combien de lauréats de l'Université se déclarant fils de « négociants, de cadres supérieurs ou de chefs d'entreprise » ont eu des parents qui, lorsqu'ils ont conçu leur progéniture, n'étaient encore que des employés, des boutiquiers ou de petits artisans ? »

On est en présence d'une situation qui a évolué sur 20 ans, et non plus sur une dizaine d'années, conformément au tableau que nous reproduisons ci-dessous.

Il convient de prendre un certain recul pour jauger les bouleversements sociaux en France. Le tableau ci-après permet de s'en apercevoir :

(2) « Mort de l'entreprise » par Pierre Bleton - Editions Robert Laffont.

EVOLUTION SOCIALE FRANÇAISE

Nombre de foyers (en millions)			Revenus annuels moyens en francs (pour l'ensemble des ménages)		
			1906	1936	1966
10	12	15	2.500	23.000	21.300
			7.500	14.000	21.300
1,5	2,5	4	1.000	10.000	6.000
5	3,5	2,5	2.000	15.000	12.000
2	3	2,5	3.000	20.000	18.000
1	1,5	4,5	4.000	30.000	30.000
0,5	1,5	2,5	17.000	61.500	40.000

1906 : francs or ; 1936 : francs Aurifol ; 1966 : francs lourds De Gaulle

Ce tableau ne reproduit pas les 14 catégories socio-professionnelles, figurant, régulièrement, dans le rapport des Comptes de la Nation et que l'on trouve en général à la page 115 sous le titre « *Taux d'équipement des Ménages* ». Il nous a semblé préférable de regrouper d'une manière plus commode les grandes catégories. On découvre que notre pays a triplé son nombre d'inactifs, tout en ayant, pour cette catégorie, multiplié par 6 les revenus d'avant 1914. En revanche, le nombre des ruraux a diminué de moitié, leur revenu ayant, lui aussi, été multiplié par 6. Ces chiffres des revenus ruraux n'incluent pas les seuls agriculteurs exploitants, mais aussi les ouvriers agricoles et un certain nombre de petits artisans, particulièrement désavantagés.

La notion « *d'ouvrier* » réclame un commentaire. Il s'agit pour l'Institut de la Statistique, soit de ceux qui n'ont aucune qualification, soit de simples « *spécialisés* », acquérant un métier en l'espace d'une quinzaine de jours, mais qui figurent de plus en plus dans la fameuse catégorie des « *cols blancs* » (pour retenir un critère anglo-américain).

Pour eux aussi les revenus n'ont progressé que de 6 fois en l'espace de 2/3 de siècle. Les prix, d'ailleurs, ayant été multipliés par 4. On peut donc mesurer le progrès du niveau de vie : il a été de 50 % sur 30 ans. En revanche, les 4,5 millions de foyers que l'on peut classer dans les « *cadres moyens et employés* » com-

prennent les ouvriers spécialisés (P 1, P 2), les contre-maîtres et une bonne fraction des 3,5 millions de fonctionnaires ou de para-fonctionnaires, etc... Souvent il y a deux salaires dans le foyer. Comme les revenus ont été multipliés par 7, alors que les prix n'ont augmenté que de 4 fois, on peut dire que le niveau de vie a presque doublé. C'est certainement cette catégorie qui a bénéficié, en premier lieu, du progrès matériel. Reste maintenant à lui assurer une promotion systématique, en qualification professionnelle et en épanouissement dans les responsabilités. Le fait que le nombre de familles de cadres supérieurs et de professions libérales ou de patrons ait été multiplié par 5 est assez stupéfiant. En revanche, leur revenu moyen a tout juste doublé, si bien qu'en pouvoir d'achat on peut dire que relativement à sa situation antérieure, cette catégorie de Français a été légèrement défavorisée, c'est la confirmation de la tendance à l'écrasement de l'éventail des salaires. En revanche, la tranche du premier demi-million de foyers français a continué à améliorer ses ressources. Ce tableau permet de formuler le jugement bien connu : il y avait une famille « *bourgeoise* » sur 6 en 1914, il y en a maintenant 1 sur 2.

Mais la vieille définition d'André Siegfried (« *un bourgeois est celui qui a des réserves* ») est presque totalement périmée. Le bourgeois d'aujourd'hui compte, d'abord, sur sa caisse de retraite professionnelle ou de cadres.

Il n'est de valeur que des hommes

En général les Français répugnent à mesurer la valeur du capital humain. Les accidents de la route, hélas, nous ont familiarisés avec la notion de « *couverture du risque* ». On nous apprend que 16.000 tués font perdre chaque année à la France l'équivalent d'une trentaine de milliards de francs en capital, et en journées de travail perdues par manque à gagner, etc... C'est ainsi que se généralise la notion du « *capital intellectuel* ». Celle-ci est largement commentée dans les écoles anglo-américaines afin d'inciter les parents à fournir un effort, conformément à un tableau semblable à celui que nous reproduisons ci-dessous :

RENTABILITE DU CAPITAL IMMOBILISE

SECTEURS	EFFECTIFS (en millions) de personnes		1970		Revenus annuels 1967	Capital Investi par personne en France	Rapport en pourcentage (Revenu du capital)
	1954	1962	Prévu	Probable			
	—	—	—	—			
Agriculture	5,2	3,9	2,9	2,93	10.000	130.000	7,7 %
Ouvriers et artisans	6,9	7,60	7,6	7,7	12.000	150.000	8 %
Emplois de commerce	0,53	0,64	0,83	0,78	15.000	160.000	9,4 %
Emplois de bureaux	1,3	1,6	1,95	1,95	17.000	170.000	10 %
« Petits » cadres	0,25	0,34	0,6	0,53	19.500	180.000	10,8 %
Cadres moyens	0,20	0,27	0,39	0,37	27.000	200.000	13,5 %
Cadres supérieurs :							
Secteur public	0,82	0,98	0,11	0,12	40.000	250.000	16 %
Secteur privé	0,16	0,25	0,44	0,36	45.000	230.000	19,5 %

Ces chiffres montrent que même selon une morale, assez médiocre, de l'intérêt bien entendu, il faudrait effectuer d'énormes efforts pour faciliter en France la promotion sociale dans l'ordre des acquisitions intellectuelles. Des experts, travaillant à la Commission de la main-d'œuvre du Plan, l'ont depuis longtemps compris, sous la direction du professeur Jean Fourastié. Les investissements intellectuels sont plus rentables que les investissements matériels. Cette notion est d'ailleurs connue, Mussolini déjà ne voulait plus laisser partir son « *capital humain* », qu'il avait nourri jusqu'à l'âge adulte. Et Lénine rappelait que « *L'homme est le capital le plus précieux* ». Les travailleurs restent le meilleur des moteurs de progrès.

Or l'accent n'a pas été suffisamment mis sur le développement du « *capital intellectuel* ». Trop d'importance a été attribuée à la réussite purement matérielle. Ainsi on peut dire que les 2/3 des familles se donnent l'apparence de vivre comme ces « *cots blancs* » — en tenant compte des personnes non actives ayant pris leur retraite. Déjà 1 Français sur 2 a une auto, de confort ou de prestige, encore qu'un logement sur 2 n'ait ni chauffage central ni eau courante, ni installation sanitaire convenable. Mais il y a déjà 45 % des ménages disposant d'une machine à laver, 52 % d'un téléviseur cependant que 65 % ont un réfrigérateur, près de 60 % une automobile, etc... Là encore une analyse poussée par catégories socio-professionnelles est précieuse. Il y aura, à la fin de cette année, 12 millions d'automobiles pour 15 millions de foyers français, mais cela ne veut pas dire que 4 foyers sur 5 auront un véhicule à 4 roues. Il y a en effet 20 % des familles qui ont 2 véhicules, et 1 foyer sur 20 qui en possède trois. Ceci modifie complètement les statistiques nationales, comme les moyennes par ménage. Il n'y a encore que 21 % d'automobiles chez les non-actifs, 48 % seulement chez les ouvriers, 58 % chez les employés mais tout de même 76 % chez les cadres moyens et 66 % chez les cultivateurs (souvent de plus de 10 ans d'âge). On peut donc dire qu'un ménage seulement sur 2 a tout le confort, les progrès à réaliser sont encore considérables.

On s'en aperçoit, surtout, en examinant les détenteurs d'examens et de diplômes par concours. Il n'y a qu'un million de Français, sur 50 millions d'habitants, à disposer d'un titre universitaire (licence, doctorat ou diplôme de sortie de grandes écoles).

Dans les sondages on découvre que le niveau « *études supérieures* » est revendiqué par 2,5 millions de nos

habitants, c'est-à-dire 1 Français sur 20. Ce stade ne pourrait-il pas être atteint par beaucoup plus de personnes ?

A l'heure de l'éducation permanente, précisément, nous devons retenir quelques statistiques : les Etats-Unis, pour une population de 200 millions, et pour 80 millions d'habitants au travail, disposent de 20 millions de postes de recyclage ou de formation accélérée. Chaque travailleur peut, tous les quatre ans, tirer parti d'une opportunité de ce genre. L'Allemagne a déjà pour 60 millions d'habitants et 27 millions de travailleurs, environ 4 millions de postes de formation accélérée. Le chiffre français est triste à avancer 450.000 postes de recyclage pour une population active de 19 millions. Autrement dit, un Français ne peut avoir une chance de promotion que dans 1 cas sur 40. Heureusement que cette situation n'est pas propre à toutes les branches. Dans les banques, pour 160.000 salariés, il y a 40.000 personnes inscrites à l'Institut de formation technique des Banques. Les industries mécaniques offrent une chance sur 20 de suivre des cours semblables. En outre, il existe, également, des occasions de promotion avec cours comme ceux de l'Ecole du Chef d'Entreprise, ou ceux organisés dans tous les Ministères, dans de nombreuses Sociétés nationalisées (S.N.C.F., E.D.F., etc.) sans parler d'un nombre assez important de très grosses firmes bien connues pour leurs initiatives dans ce domaine.

On peut donc dire que notre pays reste encore à mi-chemin d'une véritable promotion sociale. Il ne faut pas le regretter, car l'œuvre à accomplir est exaltante. Une très belle révolution dans les esprits reste à réaliser. Le retard que nous avons pris ne doit pas sembler insurmontable. Nous nous souvenons de la confiance d'un jeune groom d'hôtel à Montréal. Il était d'origine française, et nous le félicitons d'avoir pu trouver une situation aussi rémunératrice ; avec un peu de tristesse et beaucoup d'espoir, il déclara qu'il amassait un « *magot* » pour suivre des cours à l'Université.

Ce besoin d'instruction, de culture et d'enrichissement de l'esprit reste latent au cœur de bien des hommes. C'est pourquoi les Pouvoirs Publics ont l'impérieux devoir de faciliter la naissance de nouvelles structures complétant la réussite trop matérialiste d'aujourd'hui. Une éducation nationale renouée doit assurer cette promotion sociale généralisée qui est — et on ne peut que s'en réjouir — tant désirée par un grand nombre.

Guy LAMBERT.

Le monde de la pénurie

par Claude MICHEL

Bien qu'il fût fondé sur l'analyse de sociétés en cours d'industrialisation et destiné à ces sociétés, le marxisme n'a réussi à s'imposer que dans des pays peu développés. Ce paradoxe s'explique probablement, dans une large mesure, par le fait que les groupements humains, à mesure qu'ils s'élèvent dans l'ordre de l'efficacité technique, s'affranchissent des déterminismes naturels. Quoi qu'il en soit, on conçoit aisément que des sociétés dont presque tous les membres vivent dans un état de misère extrême, doivent sécréter un ensemble de conceptions, de mentalités et de rapports

sociaux sensiblement différents de ceux auxquels nous, Occidentaux, sommes désormais habitués.

La pénurie ne va pas seule. Elle n'est pas uniquement un phénomène matériel, mais aussi un ensemble de phénomènes humains. Il y a un monde de la pénurie.

A plusieurs titres, il importe d'en comprendre la texture. L'état de pénurie règne à nos portes : c'est le Tiers-Monde ; le monde de la pénurie est à nos sources : c'est notre histoire, collée à nos semelles, imprégnant encore une large part de notre subconscient collectif.

Les deux parts de l'histoire

Au cours de la seconde guerre mondiale, les populations européennes ont été soumises à un rationnement souvent rigoureux. Dans un rapport à son gouvernement, le général Marshall décrivait ainsi la situation de l'Europe en 1947 : « Dans les villes, par millions, des êtres humains souffrent de la faim. Le paysan réduit sa production à son usage familial : l'argent qu'il retirerait de la vente de ses produits ne lui servirait à rien. Il ne trouverait à acheter ni outil ni même du fil ou une aiguille. L'industriel, faute de matières premières, limite ses fabrications. L'ouvrier, désespéré, incapable de subvenir à ses besoins, refuse de travailler. Chacun vit dans la hantise de l'inflation et essaie de stocker les rares marchandises disponibles. »

Ces privations ont contribué à nous faire découvrir un phénomène ignoré auparavant et considéré désormais comme fondamental : l'existence d'un Tiers-Monde, c'est-à-dire le fait que près des deux tiers de nos contemporains vivent en permanence dans un état de sous-développement et de misère tels que leur ration alimentaire est inférieure au minimum physiologiquement nécessaire.

C'est au moment où les séquelles de la guerre se sont résorbées que cette situation nous a, par contraste, été en quelque sorte révélée dans toute sa cruauté. Près de 20 ans plus tard, l'étonnement que nous avons alors éprouvé n'est pas encore effacé. Cette surprise s'explique aisément. L'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine, n'étaient-elles pas, depuis des siècles, considérées comme d'immenses réserves de richesses ? La fortune des principales puissances européennes ne s'était-elle pas, depuis le 16^e siècle, fondée dans une large mesure sur l'exploitation des ressources coloniales ? De Marco Polo à Lyautey, navigateurs et colons, explorateurs et commerçants avaient trouvé de « fabuleux trésors » là où, au milieu du 20^e siècle, nous ne découvrons plus tout à coup qu'une immense misère.

C'est la vision actuelle qui correspond à la réalité.

Il est bien exact que la surface du globe se divise en deux parts essentiellement différentes que délimite la géographie de la faim. Mais cette frontière n'est apparue que tout récemment et la surprise que sa découverte suscite parmi nos contemporains montre à quel point les collectivités humaines sont amnésiques.

L'étonnant n'est pas que les deux tiers de l'humanité aient faim, mais bien que le dernier tiers soit rassasié. C'est là le phénomène le plus extraordinaire, le plus radicalement nouveau de tout le passé humain, celui qui en définit la summa divisio et permet de distinguer les deux parts de l'histoire.

La première phase, qui remonte aux origines, s'est maintenue en Europe jusqu'aux environs des 18-19^e siècles ; elle subsiste encore dans le Tiers-Monde et se caractérise par la fixité des techniques et la permanence de la pénurie. La seconde phase, celle où nous

Permanence de la pénurie

Des origines jusque vers le 18^e siècle, le niveau de vie moyen de la population en Europe est demeuré très voisin de celui des autres continents. En l'Occident d'alors comme en l'Orient d'aujourd'hui, les quatre cinquièmes environ de la population étaient attachés à la terre et n'en tiraient guère qu'une maigre récolte de céréales ne fournissant qu'une ration alimentaire comparable à celle de l'Indien, de l'Arabe ou du Brésilien contemporain.

Vers le milieu du 18^e siècle, en France, le salaire moyen du travailleur agricole ne représentait en moyenne que 1.800 calories par personne, alors que le minimum vital physiologique exige une ration alimentaire de l'ordre de 2.800 à 3.000 calories par jour. Les experts de la F.A.O. ont estimé que la consommation alimentaire de la moitié du genre humain s'établit actuellement à un niveau inférieur à 2.250 calories par jour. Voici seulement deux siècles, la grande majorité de la population française se trouvait dans une situation analogue.

Or la France du 18^e siècle était le pays le plus développé après l'Angleterre.

Bien que nous ne possédions pas les instruments statistiques qui seraient nécessaires pour mesurer le niveau de vie des hommes au cours des siècles passés et, a fortiori, sur les autres continents, de nombreux indices permettent de penser qu'*aucun peuple, à aucun moment de l'histoire, n'est parvenu à produire une quantité de biens suffisante pour assurer d'une manière continue à l'ensemble de la population une alimentation conforme aux besoins physiologiques.*

Le caractère permanent de la pénurie résulte de la conjugaison de deux phénomènes majeurs, la faiblesse des techniques et la tendance naturelle à l'accroissement démographique.

L'importance de la production alimentaire par habitant est, dans une large mesure, inversement proportionnelle au pourcentage des agriculteurs dans la population active. Dans les pays sous-développés, les quatre cinquièmes environ des travailleurs se consacrent à l'agriculture, car le caractère archaïque des techniques de production fait que l'agriculteur parvient à peine à tirer du sol de quoi suffire aux besoins de sa famille. Or, avant le 19^e siècle, aucune civilisation n'avait mis en œuvre l'ensemble des techniques qui ont permis depuis lors d'accroître la productivité de l'agriculture, telles que l'usage des engrais chimiques, de la traction

vivons, est marquée par le progrès des techniques et par une expansion durable des économies ; elle ne représente pas, par rapport à l'ensemble de l'histoire humaine, plus que la partie superficielle d'un iceberg par rapport à sa masse totale. Au regard de l'histoire, les sociétés de la croissance économique, auxquelles s'arrête l'horizon habituel de nos cadres mentaux, font simplement figure d'une anomalie statistique.

Cette vision dualiste de l'histoire doit être justifiée, si sommairement que ce soit, car ses conséquences sont d'une très vaste portée pour qui tente de comprendre le monde actuel et s'interroge sur l'avenir.

mécanique et des semences sélectionnées. La plupart des grands empires disparus ont été des moteurs du progrès dans l'ordre militaire, administratif, juridique, voire artistique, mais aucun d'entre eux n'a su transformer notablement les techniques de production. L'exemple de Rome mérite d'être rappelé : à l'intérieur du *limes*, la vie de l'Empire Romain resta fondée sur l'exploitation de techniques datant au moins de l'époque hellénistique et la richesse de la Cité divine provenait moins des progrès de productivité que des pillages de main-d'œuvre, de récoltes et de trésors.

A toutes les époques du passé, la faiblesse et la constance des techniques de production ont déterminé un maximum de production par homme et par hectare qui était à peu près constant. Les mêmes données faisant que l'homme, ou bien ignorait l'utilisation rationnelle de la traction animale, ou bien demeurait incapable de dégager les surplus nécessaires pour nourrir convenablement les animaux de trait alors qu'il était lui-même sous-alimenté, la superficie de terre qu'un agriculteur pouvait cultiver était strictement limitée. En outre, le bétail était régulièrement décimé soit par des épizooties incessantes, soit par des abattages excessifs en période de disette. Le mauvais état sanitaire de la population humaine était souvent lui-même un facteur de sous-productivité. Comment le rendement de l'effort musculaire aurait-il pu être élevé dans ces mondes breughéliens où la plupart des travailleurs étaient atteints de maladies de carence ou de malformations physiques, dans ces tristes campagnes peuplées de bossus, de boiteux, d'estropiés, semblables aux cours des miracles qui hantent encore les bords du Gange ?

Dans ces conditions, l'agriculture était nécessairement axée sur les productions qui permettent d'obtenir les meilleurs rendements en calories pour un même effort physique : le riz en Extrême-Orient, les céréales en Europe. Avant l'ère industrielle, la consommation alimentaire en Europe était aussi peu diversifiée que celle des paysans des rizières à notre époque. Elle consistait essentiellement en bouillies de farine ou en bétail, mélange de blé et de céréales secondaires (orge, seigle, avoine). Les témoignages bibliques comme la devise de l'Internationale ouvrière montrent que, de la plus haute antiquité jusqu'à l'époque contemporaine, le pain, le vrai pain est demeuré le symbole d'une bonne alimentation humaine. Bien que les céréales secondaires soient moins nourrissantes que le froment, leur culture était largement répandue car elles permettaient d'obtenir des

rendements supérieurs : la récolte de blé au Moyen Age ne représentait en moyenne que trois à quatre fois la semence. Une bonne part de cette maigre récolte était détruite ou détériorée par les rongeurs et les insectes qui infestaient champs et greniers et contre lesquels on ne savait pas lutter efficacement.

L'homme moderne a appris simultanément à augmenter sa productivité et à limiter sa progéniture. Ses ancêtres ignoraient l'un et l'autre. Jusqu'au siècle dernier, les taux de fécondité sont en général demeurés voisins des limites physiologiques comme c'est encore le cas dans la plupart des régions du Tiers-Monde. En vertu d'une loi qui semblait naturelle, le nombre des bouches tendait à augmenter jusqu'au point où, les limites de la résistance physiologique étant atteintes, les plus faibles se trouvaient éliminés par la maladie ou les épidémies. Toute amélioration temporaire des rendements, toute phase de prospérité, entraînaient une augmentation démographique qui, faisant jouer la loi des rendements décroissants, ramenait la société à son état antérieur.

Ce n'est pas que les hommes ne se soient ingénies à lutter contre le péril démographique par des moyens divers et souvent cruels. L'infanticide — nous le savons depuis longtemps, ne serait-ce que grâce à ses rescapés célèbres, tels Moïse et Romulus — fut l'une des institutions les plus stables de l'Antiquité. En vue de limiter sa population aux environs de 25 millions d'habitants, le Japon avait créé une police spéciale des shogouns Totugawa, qui, jusqu'au 19^e siècle, tranchait la tête des nouveaux-nés appartenant à des familles trop nombreuses. D'après la sociologie moderne, la fonction principale des guerres consisterait également à écarter le péril de la prolifération humaine.

La nature, pourtant, y contribuait avec une redoutable efficacité. Les taux de mortalité infantile ont diminué des neuf dixièmes depuis la révolution industrielle : antérieurement, 25 à 30 % des nouveaux-nés mouraient au cours de leur première année. La durée moyenne de la vie n'était alors, en Europe comme dans l'Inde contemporaine, que de 25 ans environ, tandis qu'elle atteint aujourd'hui 60 à 70 ans dans les pays développés. Faut-il rappeler les ravages que causaient les épidémies ? Chacune des deux grandes vagues de peste noire, au Moyen Age, a fait périr environ le tiers de la population de la chrétienté.

Taine écrit à propos de l'Ancien Régime : « Le peuple ressemble à un homme qui marcherait dans un étang, ayant de l'eau jusqu'à la bouche. A la moindre dépression du sol, au moindre flot, il perd pied, enfonce et suffoque. » Rigidité de la production, tendance à l'expansion démographique, la conjonction de ces deux données engendra, de tout temps, un équilibre instable que les variations climatiques détruisaient périodiquement, lui substituant la famine.

Le plus terrible tenait au caractère à la fois arbitraire et inéluctable de ces crises. Liées aux caprices de la nature, elles se répétaient à des intervalles variables, mais souvent brefs. Rien ne permettait de les éviter, ni les techniques de stockage, souvent précaires, ni les moyens de transport, généralement insuffisants pour permettre de modifier sensiblement le volume global de la consommation. Les famines plongent jusqu'au cœur de l'histoire contemporaine leur menace de mort. Les dernières datent de 1846 en France et de 1922

en Russie. Il faut se rappeler ce que les camps de déportation nous ont révélé sur la résistance de l'organisme humain à la faim pour imaginer ce que put être l'année 1712, au cours de laquelle 10 % de la population française mourut de famine. Les ravages de la dernière guerre ne se comparent pas à l'hécatombe des pires famines : de 1939 à 1945, l'U.R.S.S. a perdu 10 % de ses habitants, mais certaines régions d'Europe gardent le souvenir de famines qui décimaient 20 à 25 % de la population en un ou deux ans.

Il est des atrocités que le chiffre ne peut exprimer : on a vu, en France, jusqu'à la fin du 17^e siècle, des hommes manger des enfants et vendre sur le marché de la chair humaine.

Le fait que cela ait encore pu avoir lieu chez nous à l'époque du Roi Soleil montre que les plus brillantes civilisations du passé n'étaient qu'une sorte de paravent, un théâtre d'illusions derrière lequel une minorité de privilégiés échappait à l'obsession permanente des peuples, la hantise de la faim. Certaines d'entre elles ont pu donner le change. Rome, par exemple, avait su, grâce à l'excellence de son administration et de ses voies de communication, constituer des réserves et organiser des réseaux de transports qui mirent longtemps les citoyens des principales villes à l'abri du besoin. Mais les bénéficiaires de cette protection demeuraient une faible minorité et les avantages que leur dispensait l'Empire n'étaient que le produit de prélèvements exercés sur les populations périphériques et sur la masse des esclaves.

On peut analyser à l'envie l'originalité de chacune des civilisations disparues. Considéré de l'intérieur des mondes de pénurie, le paysage qui s'offre ainsi ne manque ni de variété, ni de charme. Les Européens et les Américains qui s'y sont promenés savent pourquoi les Chinois, les Arabes et les Indiens les tiennent pour des barbares. En outre, ce tourisme historique a l'avantage de montrer combien les domaines de l'art et de la pensée sont irréductibles aux déterminés économiques : la similarité des techniques et des structures de production n'a pas empêché une efflorescence infiniment variée des styles, des philosophies et des mythologies. Mais derrière cette diversité des expressions propres à chaque civilisation, se dissimule la cruelle monotonie de l'histoire des peuples, tissée de leurs vains efforts pour lutter contre une nature hostile qui leur refusait la satisfaction des besoins élémentaires. Par-delà les apparences, *l'histoire humaine, depuis l'antiquité jusqu'au début du 19^e siècle, a été dominée en permanence par le phénomène de la pénurie* : l'immense majorité des hommes n'ont jamais vécu qu'une vie faite de calamités, tronquée dans sa durée autant que dans son contenu ; pour ces hommes d'aspect souvent hideux, d'allure hébétée, parfois féroce, les conditions d'existence, le niveau de vie et la durée de la vie, l'état sanitaire et les taux de mortalité infantile sont demeurés fondamentalement identiques.

Fondre ainsi en une seule masse toute l'histoire antérieure à la révolution industrielle, considérer qu'en regard de cette pénurie permanente, les civilisations ne représentent qu'une série d'ondes plus ou moins fugitives à la surface de la vie des peuples, c'est, au risque de simplifier à l'excès les réalités, prendre conscience de la différence de nature qui oppose les sociétés fixes aux sociétés de la croissance économique. Celles-ci font avancer à des rythmes divers mais dans un même

mouvement, à peu près toutes les couches de la population ; mise à part la frange des laissés-pour-compte et des inadaptés, tout le peuple américain bénéficie de l'« american way of life ». Celles-là, au contraire, séparent rigoureusement le maître de l'esclave, le privilégié de la masse. Que représente l'aire démographique des civilisations passées ? Qui dira jamais la part des populations dont leur essor modifia sensiblement l'existence quotidienne ? 5 %, 10 %, 15 % peut-être, mais c'est probablement là un maximum : le petit peuple dont parle Vauban groupait les 6/7^e de la population française.

Cette conception est encore relativement nouvelle. Jusqu'au milieu du 20^e siècle, l'économie politique ignorait très largement l'évolution des niveaux de vie et concentrait son attention sur l'étude des phénomènes liés à l'usage de la monnaie. Les historiens, pour leur part, racontent ce qu'ils savent et, jusqu'à nos jours, ils ne surent guère que ce qui avait été écrit. Or, une histoire fondée sur des sources écrites ne peut que transcrire ce qui a été jugé digne d'intérêt par les minces couches de la population qui savaient écrire, lesquelles, appartenant généralement aux classes aristocratique ou bourgeoise, étaient dans une large mesure affranchies des besoins et des obsessions du vulgaire. Ainsi n'apprimes-nous qu'une histoire de l'exceptionnel, celle des princes et des ministres qui, bien qu'elle

ignorât le quotidien, semblait constituer le tout de l'histoire. En ce sens, les peuples malheureux, non plus, n'ont pas d'histoire. De plus, qu'elle s'attache aux simples événements ou qu'elle décrive les grands mouvements qui, de leur naissance à leur mort, rythment l'évolution des empires, l'histoire traditionnelle vise toujours à dégager des différences, à découper des reliefs. Se détournant ainsi du monotone, s'élevant naturellement au-dessus des anonymats, elle ne pouvait nous dire l'essentiel de notre passé : que les civilisations de tous les temps se sont bâties sur un marais de misère, de maladie et de haine ; que, Latins ou Saxons, Chinois ou Slaves, presque tous nos ancêtres vécurent à peu près la même existence, souvent semblable à celle de Job. La misère ne laissant pas de testament, l'histoire ne retient que les épiphénomènes de notre passé.

Il a fallu attendre que les pays développés le soient suffisamment pour qu'ils deviennent conscients du Tiers-Monde en tant que tel et que, du même coup, leur regard prenant du champ, historiens et économistes mesurent l'étendue par quoi notre présent se sépare de notre passé. Auparavant ils étaient comme ces navigateurs de la Renaissance qui, n'ayant jamais rien vu d'autre, ne pouvaient évidemment s'étonner de rencontrer la misère sur les rivages qu'ils abordaient.

Dimensions de la croissance

L'imprécision des chiffres et même des notions importe peu à notre propos. Nous ne cherchons pas à décrire la courbe de l'évolution économique, mais à en saisir d'un coup d'œil les deux extrémités pour comprendre le sens du mouvement général. Il suffit donc de retenir quelques grandeurs significatives.

Nous savons que depuis 150 ans, tandis que la durée du travail s'est en moyenne réduite du double au simple, l'augmentation moyenne du niveau de vie par tête d'habitant a été de l'ordre de 1 à 4 dans les principaux pays industrialisés. Cet accroissement global des consommations a affecté d'une manière très diverse les différents biens et produits. La consommation alimentaire moyenne par personne n'a que doublé au cours de cette période, car cela suffit à la satisfaction au moins quantitative des besoins, mais la consommation de biens non alimentaires, c'est-à-dire essentiellement de biens industriels, s'est accrue de plus de cent fois. Enfin, la consommation de services s'est accrue de six fois environ.

Cette amélioration du niveau de vie n'a cessé de s'accélérer au cours de la période considérée. En Europe, elle a pris un nouveau départ à partir de 1945, à mesure qu'augmentait le rythme des progrès de la productivité : celle-ci, après avoir mis près de trois quarts de siècle pour doubler en France (1880-1953), a doublé encore au cours des dix années suivantes (1953-1963), entraînant un accroissement de 50 % de la consommation par tête. Celle-ci devrait se multiplier par 2,5 pendant les vingt prochaines années. En une décennie, nos dépenses de loisirs ont en moyenne plus que triplé. Elles tripleront encore pendant les vingt prochaines années, au terme de quoi nous ne travaillerons plus que deux jours sur trois. Si un manoeuvre pouvait aujourd'hui se contenter du niveau de vie de

son ancêtre du 17^e siècle, il lui suffirait de travailler une heure à une heure et demi par jour.

Quelle est la frontière entre les économies fixes et les économies en développement ? Il serait vain d'en tenter une définition précise car, le progrès économique étant essentiellement le fruit d'une évolution des mentalités, qui se manifeste notamment par le recours à des techniques nouvelles, et par une modification des structures sociales, il ne s'institue pas comme une rupture mais se diffuse peu à peu, non sans à-coups, ni disparités, des élites vers les masses, des savants vers les techniciens, de la jeunesse vers les vieillards, de la ville vers la campagne et de la mer vers la terre. L'image du décollage, communément employée de nos jours, évoque une lente préparation au sol, puis une accélération progressive avant l'envol.

Quel que soit le critère choisi, la période depuis laquelle les hommes commencent à savoir multiplier les biens apparaît comme infiniment brève, comparée à la durée totale de l'histoire : un siècle, un siècle et demi tout au plus pour les pays les plus avancés. C'est ce que nous enseignent les données actuelles de la science économique, fondées sur le calcul du revenu par habitant.

En prenant pour point de départ du démarrage un niveau de 200 dollars par tête, on estime grosso modo, sur la base des prix actuels, que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne n'ont franchi le cap décisif que vers 1830, la France vers 1850, l'Allemagne vers 1880, l'Italie vers 1900 et le Japon aux environs de 1950 seulement.

Or que représente le palier de 200 dollars par habitant ? A peu près la situation actuelle d'un pays comme la Côte d'Ivoire ou des régions équatoriales d'Amérique latine : abstraction faite des divergences

que dissimulent les moyennes et des aléas tenant à l'inégalité des répartitions, à peu près ce qui est nécessaire pour qu'une population puisse, dans son ensemble, échapper, sinon à la faim, du moins à la famine.

Nous sommes les premiers-nés! Si nous ne devons retenir qu'une seule notion d'histoire; si, simplifiant à l'extrême notre vision du passé pour mieux en découvrir les grands reliefs, nous cherchions le critère qui permet de le découper en deux parties radicalement différentes, il faudrait que ce fussent celles-là, séparées par la zone frontalière un peu floue que définit le règne au moins potentiel de la faim sur le plus grand nombre. A ce niveau de schématisation, la géographie recoupe l'histoire. Les frontières de la pénurie dessinent leur tracé parmi une population dont l'expansion économique s'amorce et elles continuent à enfermer de leurs chaînes l'ensemble du Tiers-Monde. Quant à nous, privilégiés d'appartenir au monde développé, quelques générations seulement, un siècle à un siècle et demi tout au plus nous séparent du temps de la faim: nous sommes, en quelque sorte, les premiers-nés d'une ère nouvelle, et même, pourrait-on dire, d'une humanité nouvelle.

Si en effet le développement économique ne modifie pas d'une manière essentielle la condition des individus — aux maux disparus, d'autres se substituent et surtout l'ombre de la mort ne laisse pas de creuser son sillon en chacun —, en revanche, il transforme fondamentalement la situation des collectivités humaines face aux éléments naturels et à leur propre devenir.

En premier lieu, après avoir été pendant de longs siècles fixés aux environs de 4 à 500 millions d'habitants, la population du globe s'est accrue à un rythme tel que nos imaginations ne parviennent pas à en concevoir les conséquences. Tandis qu'ils augmentaient de vingt fois environ leur production au cours des derniers siècles, les pays industriels voyaient tripler leur population. En même temps qu'ils apprenaient à maîtriser leur évolution démographique, ils exportaient dans le Tiers-Monde des techniques sanitaires qui, si elles contribuaient à aggraver le déséquilibre entre l'essor de la population et l'insuffisance des ressources, n'en confirmaient pas moins cette révolution: jusqu'à une période récente, l'humanité n'occupait sur la terre que la place qui lui était assignée par des données naturelles. Désormais, elle conquiert sur la nature sa progression démographique.

Dans tous les domaines, la situation traditionnelle de

l'homme face à la nature tend ainsi à se renverser. Nous sommes si habitués déjà à considérer l'univers entier comme le jardin de l'homme que nous ne parvenons pas sans effort à nous représenter nos ancêtres tels qu'ils étaient, courbés devant les puissances inconnues qui les avaient fait naître, les dominaient et se jouaient d'eux comme un fétu, ils éprouvaient envers elles une sorte d'effroi sacré et, désespérant de pouvoir jamais se sauver eux-mêmes, ils cherchaient en vain à se concilier leurs mystérieux desseins. Le cri de Shakespeare était leur prière: « Vents, pluies, tonnerres, sauvez-nous: l'homme transitoire n'est qu'une substance qui doit vous céder et je vous obéis comme le veut ma nature. »

Cette attitude d'esclave à l'égard des éléments — attitude prostrée du vieillard —, l'homme la conserva si longtemps qu'il mit des siècles à concevoir que ses propres inventions pussent en quelque manière infléchir son destin. La création, au sens le plus ordinaire du terme, fut, jusqu'à l'aube des temps modernes, considérée comme le propre des dieux. Si Zeus était sensé avoir puni Prométhée parce qu'il avait volé le feu aux dieux, c'est parce que toute innovation était considérée comme un redoutable sacrilège. Mais tout commençait déjà à changer lorsque Léonard de Vinci proclama: « L'homme est le modèle du monde. » Auparavant, c'était le monde, la nature, qui étaient le modèle de l'homme.

De même, nous envisageons d'instinct l'histoire comme un déroulement continu qui part d'une origine et va vers un achèvement. Il nous semble évident que les manuels d'histoire de France doivent commencer aux Gaulois et finir à l'époque contemporaine. Mais nous ne sommes guère conscients, ni de l'originalité de cette conception, ni de ses implications. Elle n'a de sens que dans la mesure où les périodes récentes de l'histoire sont différentes des temps plus anciens et où, par conséquent, un mouvement général, une évolution significative se déploient entre les unes et les autres. Or pour qu'une telle évolution se manifestât et pour que sa représentation s'imposât à l'esprit, il fallut que l'homme ait acquis une certaine maîtrise des éléments naturels, que la nature soit, pour lui, non plus une donnée intangible, mais le levier de sa puissance.

Il fallut que l'humanité ait accédé à une vie autonome, fondée sur la nouvelle nature que célèbre Gorki: « La nature sortie des mains de l'homme, la seconde nature que nous... créons sur la terre en nous opposant à la première. »

Claude MICHEL.

Pourquoi l'Europe et quelle Europe ?

En collaboration avec « France-Forum », l'Association des Amis du Président Robert Schuman a organisé, le 7 juin, un dîner-débat au restaurant de l'Aéroclub, à Paris, auquel des personnalités appartenant à des horizons politiques différents avaient été conviées.

L'Europe était le thème de la rencontre. En l'absence de M. Alain Poher, président du Parlement européen, retenu à Berlin à la VIII^e Session des Communes d'Europe, M. Joseph Schaff, président de l'Association, député-maire de Montigny-lès-Metz, a présidé le débat animé par M. Jean-Marie Pelt, professeur à la Faculté de Pharmacie de l'Université de Nancy.

En se fondant sur la présentation liminaire du président de l'Association, trois sujets de réflexion avaient été proposés aux participants.

- Quelle est selon vous la nature et l'ampleur des problèmes posés aux Autorités communautaires, face à la candidature britannique ?
- Quelle leçon peut-on tirer de la récente réunion au sommet de Rome et quelle peut en être la portée ?
- Quels sont, enfin, les facteurs primordiaux susceptibles de relancer l'idée européenne ?

Très vite, on parvint aux discussions de fond. C'est l'opposition entre les thèses des partisans de l'intégration politique européenne et ceux de la confédération, qui s'imposa comme le sujet de réflexion essentiel et qui détermina l'orientation des débats : les prises de position qui en ont découlé ont laissé place à une certaine inquiétude qui a commandé des esquisses de solution.

Pour M. André Colin, qui a ouvert le débat, la construction de l'Europe doit certainement se réaliser par étapes, mais encore faudrait-il que les étapes s'orientent vers une finalité clairement définie. A défaut de la perspective d'une Europe politique, l'accumulation des responsabilités d'ordre économique dévolues aux autorités de Bruxelles et des réalisations obtenues, ne suffit pas à engendrer l'espoir, elle incite davantage à une réflexion soucieuse. Peu à peu, en effet, les Parlements nationaux vont perdre une grande partie de leur compétence et le Parlement européen n'est pas à même, compte tenu des pouvoirs dont il dispose, d'assurer la relève. Qui donc alors disposera du pouvoir de contrôle ? Qui sera susceptible de formuler un jugement ? Quel sera l'inspirateur des décisions prises ? Il ne faudrait pas perdre de vue, estime M. André Colin, que la finalité c'est l'Europe vraiment communautaire et démocratique.

L'inquiétude de M. Habib Deloncle a reposé sur une appréciation différente du problème. Procédant par une analyse historique, M. Michel Habib Deloncle remarque que l'action du général de Gaulle a permis, au lendemain de la seconde guerre mondiale, de replacer la France dans le concert des grandes nations ; cette action a donné à la France, entre autres, une place de membre permanent au Conseil de Sécurité ; cette donnée l'incline à penser qu'aucun Français n'est disposé à céder cette position au profit d'une Commission politique qui représenterait une Autorité européenne. Quand bien même chaque Français y serait disposé, le problème de l'union politique pose celui de la défense intégrée qui bute nécessairement sur la question allemande qu'il conviendrait de régler préalablement. En ce qui concerne l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'organisation européenne l'inquiétude de M. Habib Deloncle repose sur les choix qui seront opérés par le leader travailliste en matière de politique étrangère comme en matière de défense et de politique économique.

C'est dans un esprit différent que M. J.F. Dupeyron a envisagé la candidature britannique au Marché Commun. Pour lui, la question demeure de savoir si M. Harold Wilson souhaite réellement orienter la construction européenne vers une union politique, c'est-à-dire vers les Etats-Unis d'Europe.

L'inquiétude de M. Louis Périllier s'explique par l'attitude du gouvernement français : la conception gaulliste repose sur la logique de la nation souveraine et celle-ci est inconciliable avec l'idée de supranationalité. A la conception vaguement confédérale doit se substituer une structure politique dotée de pouvoirs réels. Il convient d'abandonner le bilatéralisme dans les relations de pays à pays au profit du multilatéralisme. La notion de la nation telle qu'elle régnait au XIX^e siècle est aujourd'hui périmée, et l'intervention de M. Romani a illustré également ce point de vue.

Chacun ayant reconnu l'immensité de l'œuvre accomplie s'est ensuite plu à démystifier les problèmes et à formuler différentes suggestions.

Traitant de l'union politique de l'Europe et de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, M. Pierre Uri a voulu souligner que les difficultés techniques que soulève l'adhésion britannique au Traité de Rome sont limitées et surmontables. L'intégration politique doit permettre d'assurer l'égalité européenne vis-à-vis des Etats-Unis, elle doit favoriser la détente avec l'Est et promouvoir une coopération rationnelle avec les pays du Tiers-Monde. Cette intégration politique

ne peut prendre son sens et son efficacité qu'avec la participation anglaise. La question agricole posée par la Nouvelle-Zélande doit être harmonisée au problème de la faim dans le monde ; le déficit de la balance des paiements trouvera sa solution dans l'accroissement du volume des échanges britanniques, ce qui conditionnera, tout du moins partiellement, la solution du problème de la livre-sterling. Londres offrira, parallèlement, à l'Europe, la place financière qui lui fait actuellement défaut.

L'intervention de M. Henri Frenay s'est placée sur le plan des idées. Etre Européen se définit pour lui par une attitude et une volonté. L'attitude doit rejeter le sentiment nationaliste — qu'il faut distinguer du patriotisme ; la volonté doit exprimer le souci d'élaborer une institution européenne à caractère politique, c'est-à-dire de type fédéral. Il est aussi nécessaire qu'urgent de créer un climat de confiance ; la question européenne et sa solution dépendent d'un état d'esprit nouveau.

La position de M. Pierre Abelin s'est située dans le même courant de pensée que M. Henri Frenay. M. Pierre Abelin a tout d'abord présenté l'évolution de l'attitude gaulliste dans un éclairage différent de celui donné par M. Habib Deloncle ; après avoir émis des doutes sur les institutions communautaires, les gaullistes ont opéré un ralliement sans doute parce qu'ils fondaient l'espoir d'y avoir en leur sein une position dominante. Aujourd'hui, la candidature britannique au Marché Commun a posé le problème en des termes différents ; de nouvelles ambiguïtés apparaissent, et dès lors, M. Abelin juge nécessaire de parvenir à la règle de la majorité dans la prise des décisions, seule, cette règle se substituant à celle de l'unanimité permettra de dégager progressivement des conceptions d'ensemble et d'avoir parallèlement une perception mondiale des problèmes.

Reconnaissant la qualité des thèses présentées, M. Michel Habib Deloncle a estimé qu'il était nécessaire de tenir compte des réalités nationales. Il s'est aussi attaché à montrer le retentissement récent des propositions françaises dans le cadre de la crise du Moyen-Orient. La construction européenne doit se faire pas à pas, il convient alors de repousser tout dogmatisme excessif au profit d'un empirisme éclairé. Soulignant l'intérêt des idées émises par M. Pierre Uri — égalité dans les rapports avec les Etats-Unis, détente avec l'Est, aide au Tiers-Monde — M. Habib Deloncle met en évidence la finalité européenne, de la politique pratiquée par le général de Gaulle : il y a actuellement des ensembles, des nations, il faut susciter une conscience nationale à l'échelle européenne. Cette conscience ne naîtra pas des mécanismes institutionnels, elle doit se créer dans et par l'action commune des pays européens.

La question des moyens devait être reprise par M. Jacques Mallet qui insiste pour qu'on n'enferme pas la méthode institutionnelle dans un système. La méthode formulée par Robert Schuman — finalité, progressivité, pragmatisme — doit être appliquée au monde de 1967, d'autant qu'elle a déjà porté ses fruits, comme a pu le remarquer M. Guy Lambert qui a

attiré l'attention de l'auditoire sur les avantages issus de l'intégration économique européenne. M. Jacques Mallet observe que l'indépendance est compatible avec la solidarité, mais qu'on ne peut arriver à la puissance — source de l'indépendance réelle — qu'en consentant certains sacrifices de souveraineté. Il est, selon lui, nécessaire que les Européens des deux « écoles », par-delà leurs divergences, parviennent à faire, pour le moins, un bout de chemin ensemble.

Outre les intervenants au débat, assistaient à cette réunion qui était en quelque sorte la première manifestation « parisienne » de l'Association des Amis du Président Robert Schuman : MM. Bernard Beck, Pierre Bordry, Henri Bourbon, Pierre Doublet, Joseph Fontanet, Alfred Frisch, Albert Génin, Gilbert Grandidier, Jean Lecerf, Raymond Legrand Lane, P.M. Lewis, Rémy Montagne, André Monteil, Georges Ohayon, Jean-Marie Pelt, Colson, Robert Rochefort, Romani, Charles Ronsac, François Roussel, Maurice-René Simonnet, Jean Teitgen, Mlle José-Marie Jonczy.

Une telle soirée n'a certainement pas permis aux opinions des participants de se transformer radicalement sur le fond ; elle a été néanmoins l'occasion d'une rencontre enrichissante. La construction de l'Europe Unie est une œuvre de longue haleine, des oppositions sclérosantes ne doivent pas cacher l'immensité de l'œuvre accomplie. Un grand nombre d'étapes ont déjà été franchies, l'élaboration des politiques communes constitue, sans nul doute, les solives de la construction européenne. L'Europe de l'intendance se bâtit rapidement, il convient maintenant de préciser et de réaliser l'Europe de l'union politique.

André Paul WEBER,
Secrétaire Général de l'Association
des Amis du Président Robert Schuman.

N.B. — Cinq anciens présidents du Conseil s'étaient excusés de ne pouvoir participer à ce dîner-débat à cause d'engagements pris antérieurement : MM. Guy Mollet, Pierre Pflimlin, Pierre Mendès-France, René Mayer, Félix Gaillard. Avec son accord, nous publions la lettre que le président Pierre Mendès-France nous a adressée : « Je regrette vivement de ne pouvoir répondre à votre invitation, en raison d'engagement que j'ai pris depuis longtemps pour la même date. J'aurais cependant été heureux de m'associer à des hommes qui salueront, dans cette circonstance, en Robert Schuman, un ministre des Affaires étrangères dont j'ai eu souvent l'occasion d'apprécier la droiture, le caractère et l'attachement aux grandes causes auxquelles il s'était consacré. Même dans les circonstances où je ne me suis pas trouvé entièrement d'accord avec lui, j'ai toujours admiré l'indépendance d'esprit, la rectitude d'un homme qui a su imprimer sa marque à toute une période de notre histoire diplomatique.

Et je n'oublie pas non plus la contribution exceptionnelle qu'il a apportée à la cause européenne. Il m'est arrivé de faire des réserves sur certaines modalités de cette action. Mais j'ai toujours approuvé ses objectifs de construction européenne (comme d'ailleurs l'orientation de sa pensée en ce qui concernait les territoires d'Outre-Mer)... »

DES « ENFANTS D'HIROSHIMA » A « LA BOMBE »

LA PEUR ATOMIQUE A L'ECRAN

par Claude BEYLIE

« Le 6 août 1945, à 8 h 15, heure locale, la ville d'Hiroshima a été en partie rasée par un engin explosif d'une puissance jamais connue à ce jour... »

Cette simple phrase aurait pu ne signaler, dans sa sécheresse qu'un fait divers parmi d'autres reçus quotidiennement sur les téléscripteurs des agences de presse. Elle aurait pu être suivie du traditionnel sigle militaire (d'ordinaire réconfortant, mais sinistre en l'occurrence) R.A.S. — « rien à signaler ». Au lieu de quoi, elle devait

déclencher la plus unanime réprobation de l'Histoire, et engendrer une nouvelle forme de peur : la peur atomique.

Aucune caméra, faut-il le préciser, ne se trouvait sur les lieux pour enregistrer le cataclysme. Tout au plus quelques opérateurs parent-ils hâtivement photographier décombres et survivants. Puis l'on en vint aux reconstitutions, pimantées de truquages plus ou moins évocateurs ; aux ouvrages d'anticipation cherchant à décrire, en s'inspirant de celles-là, des scènes

d'anéantissement futur ; aux avertissements prophétiques ; et même aux prolongements humoristiques, puisqu'il n'est pas d'exemple d'événement historique, si abominable ou meurtrier fût-il, qui n'ait suscité (par un processus de compensation assez logique) un infléchissement rétrospectif dans le sens du comique, ou de la parodie macabre.

Les plus lucides s'aperçurent que tout cela était prévu de longue date, pour peu que l'on sache interpréter les textes sacrés. Ainsi

peut-on lire dans Saint Matthieu : « *Le ciel s'obscurcira, la lune ne donnera plus sa lumière, les étoiles tomberont du ciel... Tous les peuples de la terre feront éclater leur douleur.* » (1)

Un domaine nouveau s'ouvrait aux auteurs de films : le cinéma de l'Apocalypse.

Les évocations directes

Mais comment évoquer cet atroce spectacle ? Directement ou allusivement ? Sous une forme audacieusement réaliste, ou par le truchement de l'allégorie ? En se limitant à la description de l'horreur *physique*, ou bien en cherchant (comme il est assez tentant, sinon réconfortant, une diversion métaphysique ?

Peu de réalisateurs, à vrai dire, ont osé montrer de front les scènes terribles d'Hiroshima. La tentative la plus fameuse à cet égard reste, à ma connaissance, celle d'un Japonais, Kaneto Shindo : je veux parler des *Enfants d'Hiroshima* (1953). Une jeune institutrice se rend en pèlerinage sur les lieux où explosa la bombe. Un mendiant aveugle lui relate la catastrophe, dont il porte les stigmates : ce qui nous vaut une brève séquence, adroitement intercalée, d'horreur dantesque — les « sept cercles » de l'enfer atomique. L'auteur y ajoute à titre de document irréfutable, ce plan bouleversant d'une ombre littéralement « gravée » sur des marches, ultime vestige d'un homme qui fut complètement désintégré à cet endroit-là. Dans la suite du film — gâché, malheureusement, par un ton mélodramatique, — des rires d'enfants, bien vivants ceux-là, apparaissent comme un dououreux contrepoint, et prouve que rien n'est irrémédiablement perdu, — la tendresse en réponse à la barbarie.

A inclure dans la même série le beau film (inédit en France) d'un autre cinéaste japonais, Akira Kurosawa : *Vivre dans la peur* (autre titre : *Si les oiseaux savaient*, 1955). Traumatisé par le

souvenir d'Hiroshima, un vieillard devient fou. On l'interne. Il s'effraie de voir le soleil se lever, persuadé qu'à nouveau « la terre brûle ». Le réalisme, ici, est décuplé par l'élan poétique.

Vision réaliste encore, et débouchant pareillement sur un vertigineux lyrisme, celle que nous propose Alain Resnais dans la première partie de l'inoubliable *Hiroshima mon amour* (1959). Souvenons-nous surtout des toutes premières images : ces bras noués qui se meuvent tendrement dans l'ombre, ces bras peut-être sans corps au bout, cette extrême douceur rendent d'autant plus percutantes les visions de cauchemar qui suivent. Sa maîtrise du montage permet à Resnais d'entremêler efficacement les séquences d'« actualité reconstituée », des gros plans de visages défigurés par la bombe (que l'on expose aujourd'hui, ô dérision ! sur des murs de musée, pour flatter la curiosité du touriste) et ses propres mouvements de caméra, sa fiction poétique. Le contraste entre celle-ci et la réalité saignante, pantelante, qui l'encadre, confère à l'œuvre sa pleine originalité. Plus qu'un document sèchement réaliste, nous sommes en présence d'un mémorial funèbre, d'un déchirant *lamento*.

La Bombe, « document d'anticipation » de Peter Watkins (1966), s'inscrit dans le même courant, mi-réaliste mi-lyrique. Non sans lourdeur, mais avec une rare puissance expressive — renforcée encore par un parti-pris habile d'amateurisme, qui lui donne l'allure d'un essai de cinéma-vérité, — et commenté par de laconiques citations de manuels militaires, sur un ton de neutralité glaciale rappelant le Bunuel de *Terre sans pain*, ce film nous propose, en cinquante minutes de terreur *absolue*, un avant-goût de ce que sera l'explosion de la prochaine bombe H sur un objectif civil (une petite ville d'Angleterre). Tempête de feu et stupeur collective — au sens fort du terme : ce sera cela. *La Bombe*, un film de science-fiction ? Non : un film préhistori-

que, qui nous ramène (les extrêmes se touchent) à l'âge des cavernes.

Mais le plus bref et le plus saisissant à coup sûr des films consacrés à la mort atomique (laquelle n'est du reste pas précisément définie comme telle, puisqu'il n'est question ici que d'une chose affreuse et innommable, comme put en rêver Lovecraft) est un dessin animé en couleurs de Peter et Joan Foldès intitulé *Short Vision*. En quatre minutes, la fin du monde se déroule sous nos yeux : le léopard, l'antilope, le hibou, le rat et l'homme sont successivement et intégralement détruits. L'influence de Picasso et de Rouault est sensible dans ce petit film curieux, au pouvoir d'évocation fulgurant.

Mythes et allégories

Dans une deuxième catégorie, je rangerai un certain nombre de films dont les scénarios s'inspirent encore directement de la « psychose nucléaire » mais dans lesquels, à la différence des précédents, l'affabulation romanesque est prépondérante, au point de dégénérer à la limite en apologue fantaisiste ou en farce.

C'est le cas du célèbre (et sur-estimé) *Dernier Rivage*. Tourné en 1959, ce film, adaptation du *best-seller* de Nevil Shute, *On the beach*, imagine qu'à la suite de l'éclatement d'une super-bombe H, presque toute vie sur la terre a disparu (cela devait se passer, d'après les estimations pessimistes de l'auteur, en 1964 : il avait, Dieu merci, quelque peu anticipé !). Les seuls rescapés ont les visages de Fred Astaire, Anthony Perkins, Ava Gardner, Gregory Peck... Echantillons exemplaires de la race ! Il est regrettable que le metteur en scène, Stanley Kramer, n'ait pas toujours su éviter les pièges du didactisme. Le meilleur du film réside dans des *flashes* de rues désertes de San Francisco ou, en finale, des vues d'une place de Melbourne où ne subsistent que des banderoles dérisoires portant des slogans tels

que : « Frères, il est temps encore... » On trouve des effets du même genre dans un film de Ronald Mc Dougall, *Le monde, la chair et le diable* (1959).

Moins ambitieux, d'une conception également assez primaire, mais plus sobre sur le plan esthétique, est l'essai réalisé en 1951 par Arch Oboler : *Les cinq survivants*. Le sujet est l'isolement de quelques êtres humains (dont un Noir) épargnés fortuitement par la guerre atomique qui a détruit la planète. Son originalité est de laisser entendre que même ainsi réduite à sa plus simple expression, l'humanité entretient encore d'incorrigibles préjugés (passionnels, racistes, etc...). Une ultime et lamentable hécatombe sera nécessaire pour que ce dernier bastion de la « civilisation » s'effondre et que le monde recommence.

Quelques films prennent pour thème les séquelles des essais nucléaires : je songe en particulier à *L'Homme H*, du Japonais Inoshiro Honda. Ici l'on n'a point lésiné sur les poncifs du film d'épouvante pour évoquer le spectre de la mort atomique. Des retombées radioac-

tives ont engendré une abominable créature capable de désintégrer ses interlocuteurs par simple contact, après quelques secondes d'effroyable ébullition. La référence à Lovecraft, là encore, s'impose.

Plus subtil est *L'Ile nue* (1960), de Kaneto Shindo, que l'on pourrait considérer, sans extrapoler beaucoup, comme une sorte de vision post-atomique. Ce couple qui a perdu l'usage de la parole et qui réapprend avec une lenteur désespérante les gestes du travail, ne représente-t-il pas l'Adam et l'Ève — douloureusement traumatisés — de la future ère nucléaire ? Quel dommage, cependant, que cet émouvant message soit dilué dans une molle sensiblerie !

Autre parabole riche de prolongements, *Les Damnés* (1961), où Losey nous conte, avec sa virtuosité coutumière, le récit (fort vraisemblable) d'une expérience inhumaine tentée par un groupe de physiciens britanniques : l'isolement dans un souterrain d'enfants radioactifs de naissance, lesquels dans l'éventualité d'un cataclysme nucléaire seraient les seuls à pouvoir survivre. Très purs sur le plan

affectif, ces enfants, murés à jamais dans leur solitude glacée, appellent tragiquement au secours. Cela signifierait-il que l'enfance, au moins, doit être préservée ? Elle seule, dans sa pureté intacte, est la véritable gardienne de toute civilisation.

Un film, enfin, a choisi de traiter la terreur atomique sous l'angle bouffon (2). Il s'agit, bien sûr, du *Docteur Folamour* (1964), de Stanley Kubrick. Le sous-titre : « Comment j'ai appris à ne plus m'en faire et à aimer la bombe », est assez explicite. Me frappe ici l'aspect délibérément clownesque des différents épisodes (3). Le Pentagone fait songer à quelque arène de foire, et les roulements de tambour accompagnant l'avion porteur de fusées mortelles évoquent un cirque aux dimensions cosmiques. C'est un autre « monde fou, fou, fou, fou » que nous peint Kubrick. L'un des dignes colonels de l'Armée porte d'ailleurs le nom d'un prestidigitateur fameux : Mandrake ! Le plus drôle (si l'on peut dire) est que cette extravagante histoire est plausible dans ses moindres détails. La réalité dépasse la fiction...

La poésie au-delà du désespoir

Venons-en aux rares auteurs qui ont su dépasser l'approche extérieure du phénomène atomique dans le sens d'une méditation proprement métaphysique. Si les exemples ici sont peu nombreux, c'est sans doute qu'il est encore bien difficile de transcender par le moyen de l'art une aussi épouvantable obsession (4).

Sera-t-on surpris de voir figurer en tête de cette liste *Les Oiseaux* d'Alfred Hitchcock ? Je le crains, et pourtant quelle illustration exemplaire de notre propos ! On connaît l'argument : des oiseaux attaquent les humains d'un petit port. Isolément d'abord, puis par bandes organisées. Quand les populations incrédules songent enfin à réagir, il est trop tard. Un vent de panique souffle. Si l'on s'en tient à l'apparence, il n'y a là qu'un



suspense banal, rehaussé d'habiles truquages. C'est oublier que derrière Hitchcock, le virtuose, se cache un moraliste. Sans être le moins du monde un film « à thèse », *Les Oiseaux* n'en dégage pas moins une leçon angoissante : à savoir que notre monde court, allègrement, à sa perte. Que sont en effet ces volatiles meurtriers, que l'on aperçoit à un moment donné prêts à l'envol, masse métallique bientôt semeuse de mort, sinon une préfiguration hallucinante de la menace atomique ?

Voici à présent un film « d'après-demain » parmi les plus poétiques que je connaisse : *La Jetée* de Chris Marker. S'agit-il d'un photoroman baroque ? d'un court métrage d'anticipation ? d'une variation sur des thèmes kafkaïens, ou borghésiens ? Tout cela à la fois, certainement, et davantage encore. Cette histoire d'un homme qui contre son gré voyage dans le Temps et sert de cobaye à des tortionnaires préparant la fuite de l'humanité dans le futur, « au lendemain de la troisième guerre mondiale », est sans nul doute l'une des plus pathétiques (dans la pleine acception du mot) que nous ait proposées le septième art. Intrépide scaphandrier, Chris Marker a plongé dans les Atlantides de l'avenir pour amener à la surface de l'écran ces perles miraculeuses, gouttes de temps coagulées arrachées au néant, qu'un déchirant sourire de femme illumine.

Mais le cinéaste qui me paraît avoir synthétisé avec un génie inégalé tous les aspects de la psychose atomique, et tiré avec le plus de force la sonnette d'alarme, est sans contredit Orson Welles, singulièrement dans son éblouissante adaptation à l'écran du *Procès* de Kafka. Comment rendre compte en quelques lignes de ce film-somme ? Une véritable *aura* de cauchemar imprègne toute l'œuvre : décors monstrueux, cité tentaculaire, personnages que l'on dirait échappés de quelque fronton de cathédrale baroque, mobilier absurde, gestes tâtonnants du héros qui se bat, seul, désespérément, contre la folie

du monde. Welles reprend et développe ici certains effets de son précédent film, *La Soif du mal*, où il nous décrivait déjà une société désaxée, fissurée de toutes parts, comme atteinte de schizophrénie. Démonstration expressionniste ? Certes. Mais de quelle autre manière dépeindre valablement notre univers en proie à la psychose nucléaire ? C'est en empruntant leurs fastes nocturnes (et éminemment poétiques) à Dante ou à Piranesi, bien plutôt qu'à Kafka, que Welles se fait le chantre de l'angoisse moderne, et le défenseur de l'individu captif d'un terrifiant entrelacs de forces oppressives, dont l'univers concentrationnaire et les fumées de la bombe à hydrogène semblent constituer l'issue fatale, le châtiement infernal et inexorable. A-t-on

assez écouté cette voix à l'accent prophétique, lorsqu'elle s'écriait, en exergue de cet impitoyable *Procès* : « Nous ne vivons pas au bord de l'abîme, mais au plus profond de lui, et il n'est pas une croyance ou une philosophie pouvant toucher les âmes qui respirent encore sous les décombres » (5) ?

Paradoxalement, c'est à ce même cinéaste dont on pourrait penser qu'ayant atteint le tréfonds de l'abîme, il se complait dans une espèce de chaos originel retrouvé, c'est à l'auteur de *La Soif du mal* et du *Procès*, films de ténèbres et de couloirs sans fin, c'est à cet homme ayant réellement abordé, dans son œuvre, au « dernier rivage », que nous emprunterons le nécessaire sursaut que de telles

notes de lecture

★ LE PROBLEME DU MAL

Vient de paraître la 4^e édition du petit livre d'Etienne Borne « le Problème du Mal » publié en 1958 dans la collection « Initiation Philosophique » des Presses Universitaires. Selon le propos même de la collection, l'auteur a voulu être utile à ceux qui par nécessité scolaire, goût ou vocation sont des débutants dans l'étude de la philosophie ; et c'est sans doute un mérite de cette œuvre brève, sans érudition ni technicité, d'être assez bien adaptée à son but, et pour ainsi dire fonctionnelle. Il ne s'agit cependant pas d'un manuel ou d'un précis qui proposerait en raccourci une histoire du problème du mal et énumérerait les diverses sortes de solution qui ont pu lui être apportées par les différents systèmes philosophiques et religieux. Etienne Borne a essayé plutôt, et ce n'est pas la plus mauvaise des initiations, de donner un exemple de cheminement personnel en affrontant de face un problème qui fait énigme pour la raison en même temps qu'il est scandale pour le cœur.

Exemple ne veut évidemment pas dire modèle : d'autres itinéraires sont possibles, Etienne Borne est pluraliste en philosophie comme en politique, et s'il s'engage aussi dans le domaine de la pensée, s'il paie de sa personne et de son expérience ici comme ailleurs, il n'a pas la prétention d'avoir inventé quelque solution neuve au problème du mal ; il ne se prive jamais du secours des grandes doctrines qu'il s'efforce de repenser de l'intérieur, tentant de faire vérité de leurs contradictions mêmes, et mettant finalement en question l'idée même d'une solution. Car toute solution risquerait de rendre apparente et de changer en pseudo-question la plus réelle et la plus inéluctable des interrogations : le problème approfondi et maintenu de bout en bout, dans toutes ses dimensions crucifiantes, la pensée deviendra passion et la passion pensée — pour reprendre

par *Étienne BORNE*

l'une des formules les plus significatives du livre — et on comprendra alors que seule la porte la plus étroite s'ouvre sur une espérance que la philosophie attend sans être capable de l'atteindre par ses seules ressources.

De la pensée qui s'exprime dans ce livre comme dans d'autres œuvres philosophiques d'Etienne Borne, « Dieu n'est pas mort » ou « Passion de la Vérité », on pourrait dire qu'elle ne sépare pas le goût du concret et de l'existence de cette exigence rationnelle en dehors de laquelle la philosophie ne serait que bavardage sentimental et fausement pathétique. Ce double propos se remarquera par exemple dans l'exégèse proposée par Etienne Borne du récit de la chute dans la Genèse, fausse élucidation qui exaspère l'angoisse devant le mal plus qu'elle ne l'apaise, ou dans la manière dont, abordant la question des preuves de l'existence de Dieu, il interprète pour les faire converger, l'argument ontologique et le pari, refusant ainsi de prendre son parti de l'opposition classique entre Descartes et Pascal. De telles démarches sont caractéristiques de la manière d'Etienne Borne.

Manière qui est au fond la même, style et méthode, qu'il traite de philosophie ou parle de politique. Ce ne sont peut-être pas les mêmes lecteurs qui abordent ces deux sortes d'écrits. Et il arrive que les uns redoutent que ses textes de philosophie soient orientés et faussés par des préoccupations politiques, séculières et que les autres craignent que ses propos de politique ne soient gâtés par un excès, inopportun, de philosophie. Méfiances et méprises qui tomberaient si on comprenait bien où se situe chez Etienne Borne le rapport de la philosophie à la politique. Ce à quoi peut servir une lecture ou une relecture de ce « Problème du mal ».

Henri BOURBON.

notes de lecture

★ LE PROBLEME DU MAL

Vient de paraître la 4^e édition du petit livre d'Etienne Borne « le Problème du Mal » publié en 1958 dans la collection « Initiation Philosophique » des Presses Universitaires. Selon le propos même de la collection, l'auteur a voulu être utile à ceux qui par nécessité scolaire, goût ou vocation sont des débutants dans l'étude de la philosophie ; et c'est sans doute un mérite de cette œuvre brève, sans érudition ni technicité, d'être assez bien adaptée à son but, et pour ainsi dire fonctionnelle. Il ne s'agit cependant pas d'un manuel ou d'un précis qui proposerait en raccourci une histoire du problème du mal et énumérerait les diverses sortes de solution qui ont pu lui être apportées par les différents systèmes philosophiques et religieux. Etienne Borne a essayé plutôt, et ce n'est pas la plus mauvaise des initiations, de donner un exemple de cheminement personnel en affrontant de face un problème qui fait énigme pour la raison en même temps qu'il est scandale pour le cœur.

Exemple ne veut évidemment pas dire modèle : d'autres itinéraires sont possibles, Etienne Borne est pluraliste en philosophie comme en politique, et s'il s'engage aussi dans le domaine de la pensée, s'il paie de sa personne et de son expérience ici comme ailleurs, il n'a pas la prétention d'avoir inventé quelque solution neuve au problème du mal ; il ne se prive jamais du secours des grandes doctrines qu'il s'efforce de repenser de l'intérieur, tentant de faire vérité de leurs contradictions mêmes, et mettant finalement en question l'idée même d'une solution. Car toute solution risquerait de rendre apparente et de changer en pseudo-question la plus réelle et la plus inéluctable des interrogations : le problème approfondi et maintenu de bout en bout, dans toutes ses dimensions crucifiantes, la pensée deviendra passion et la passion pensée — pour reprendre

par *Étienne BORNE*

l'une des formules les plus significatives du livre — et on comprendra alors que seule la porte la plus étroite s'ouvre sur une espérance que la philosophie attend sans être capable de l'atteindre par ses seules ressources.

De la pensée qui s'exprime dans ce livre comme dans d'autres œuvres philosophiques d'Etienne Borne, « Dieu n'est pas mort » ou « Passion de la Vérité », on pourrait dire qu'elle ne sépare pas le goût du concret et de l'existence de cette exigence rationnelle en dehors de laquelle la philosophie ne serait que bavardage sentimental et fausement pathétique. Ce double propos se remarquera par exemple dans l'exégèse proposée par Etienne Borne du récit de la chute dans la Genèse, fausse élucidation qui exaspère l'angoisse devant le mal plus qu'elle ne l'apaise, ou dans la manière dont, abordant la question des preuves de l'existence de Dieu, il interprète pour les faire converger, l'argument ontologique et le pari, refusant ainsi de prendre son parti de l'opposition classique entre Descartes et Pascal. De telles démarches sont caractéristiques de la manière d'Etienne Borne.

Manière qui est au fond la même, style et méthode, qu'il traite de philosophie ou parle de politique. Ce ne sont peut-être pas les mêmes lecteurs qui abordent ces deux sortes d'écrits. Et il arrive que les uns redoutent que ses textes de philosophie soient orientés et faussés par des préoccupations politiques, séculières et que les autres craignent que ses propos de politique ne soient gâtés par un excès, inopportun, de philosophie. Méfiances et méprises qui tomberaient si on comprenait bien où se situe chez Etienne Borne le rapport de la philosophie à la politique. Ce à quoi peut servir une lecture ou une relecture de ce « Problème du mal ».

Henri BOURBON.

★ L'AIDE BILATERALE - ASSISTANCE, ECONOMIE OU STRATEGIE *par Paul MASSON*

Encore un livre sur le Tiers-Monde et le développement ? Oui, certes, mais sous un angle concret et particulier : celui de l'aide bilatérale. En trois cents pages (1), l'auteur, en spécialiste et praticien averti, se livre à une analyse très documentée et très serrée des moyens et des pratiques par lesquels les Etats industrialisés aident directement, d'Etat à Etat, leurs partenaires moins développés. Mais cet examen de « comment on aide » entraîne inévitablement la question « pourquoi aide-t-on ? »

Après une rapide introduction précisant les concepts employés, le thème central et les limites de l'examen, Paul Masson dresse le tableau, Etat donateur par Etat donateur, de l'aide bilatérale, de son volume et de son évolution pour dégager et les mobiles et l'avenir probable. Les aides examinées sont rassemblées sous quatre rubriques :

- l'aide « stratégique », en provenance de grandes puissances développant une stratégie mondiale : Etats-Unis d'Amérique, U.R.S.S., Chine populaire,
- l'aide « traditionnelle », fournie par les Etats ayant conservé avec leurs anciennes colonies des liens culturels et économiques importants comme la Grande-Bretagne et la Belgique,
- l'aide « commerciale », moyen de développer l'expansion commerciale de l'Allemagne, du Japon, d'Israël, d'Italie et des Pays-Bas,
- enfin l'aide « intellectuelle », c'est-à-dire de caractère philanthropique ou humanitaire, émanant de pays sans tradition coloniale ni ambitions économiques ou stratégiques tels que les Etats scandinaves ou la Suisse.

En 9 années (1956-1964) l'aide bilatérale a pratiquement doublé, l'aide sino-soviétique a été multipliée par 6 et l'aide multilatérale a presque triplé. Il faut souligner que d'une part les apports de capitaux privés n'augmentent légèrement qu'à partir de 1964 et que d'autre part la pratique des prêts s'est largement développée. Le flux moyen annuel de capitaux internationaux vers le Tiers-Monde est ainsi passé de 5,3 milliards de dollars US (1956-1959) à 7,1 milliards (1960-63) et même 10,3 en 1964. Sur ce total, les flux bilatéraux publics et privés se décomposaient comme suit :

	année moyenne 1956-1959	année moyenne 1960-1963	1964
Chiffres en milliards de dollars U.S.			
Membres de l'O.C.D.E. :			
— capitaux publics	3,1	4,6	5,8
dont prêts	1,0	1,9	2,0
dons	2,1	2,7	3,8
— capitaux privés	1,7	1,7	2,5
Pays sino-soviétiques	0,2	0,3	1,2
Total flux bilatéraux ..	5,0	6,6	9,5

L'effort est encore assez loin de la contribution de 1 % du Revenu National (et non du produit national brut, il faut le préciser car la confusion est fréquente) demandée à la Conférence de Genève de 1964 ; seules la France, la Belgique et la Grande-Bretagne ont dépassé cet objectif. Alors que les gros contributeurs en pourcentage de leur revenu national ont tendance à ralentir

leurs efforts, l'augmentation de l'aide en 1964 et 1965 provient des pays de l'Est européen et de la Chine et des apports du secteur privé.

Ce catalogue des différents pays donateurs, illustré de schémas d'organisation des organismes d'aide, de chiffres, de faits et de citations, est éclairé de pénétrants aperçus sur les tendances et les mobiles profonds de l'aide. Il débouche directement sur la géopolitique et l'attitude des pays industrialisés en face du Tiers-Monde.

L'aide bilatérale française non traitée en détail dans ce volume nous est promise dans un prochain tome ; celui-ci ne peut être qu'impatiemment attendu, car il sera certainement aussi bien documenté que le premier et son contenu nous touchera encore plus directement.

Si le tableau des « donateurs » constitue l'essentiel de l'ouvrage, Paul Masson essaie néanmoins en quelques pages finales, de tirer une synthèse brève mais dense sur l'importance, les procédures et les tendances de l'aide et sur son avenir.

Résumons les conclusions sur ce dernier point. L'aide publique ne semble plus devoir croître de façon sensible, les dons seront remplacés de plus en plus par des prêts spécialement aménagés, l'assistance technique se développera essentiellement sous la forme bilatérale mais son « efficacité » est liée à l'existence de bons programmes de développement et à l'aide financière. Les aides « traditionnelles » se réduiront par suite de la diversification géographique des intérêts tandis que le volume des investissements privés n'augmentera guère tant qu'ils ne seront pas assurés de garanties internationales. L'aide multilatérale, avec son faible accroissement, ne pourra se substituer à l'aide bilatérale. Si la procédure de négociations multilatérales semble devoir s'instituer, l'action aura longtemps encore lieu sous forme d'aide bilatérale liée « car celle-ci demeure un instrument de pression commode pour certains pays et un moyen d'exportation non négligeable pour tous les donateurs ».

Ce diagnostic sans fard indique bien que le problème du Tiers-Monde n'est pas résolu par la seule aide financière ou technique et doit être abordé dans sa globalité (en particulier prix des produits de base, démographie).

Il faut citer les dernières lignes de l'ouvrage : « Certes, le montant de l'assistance financière aux pays en voie de développement est inférieur à toute norme raisonnable. Doubler ou tripler cette aide n'est cependant pas une recette de bon aloi si, en même temps, on ne sait pas assurer le développement de tout l'homme et de tous les hommes dans un cadre intégré dont l'aide ne sera jamais que l'un des éléments. »

En traitant la question de façon pragmatique et méthodique, bien éloignée des grandes tirades économico-philosophiques, ce panorama des aides bilatérales contribue à démystifier le problème. On peut espérer qu'il incitera d'autres auteurs à faire un effort de même qualité, mais du point de vue de ceux qui reçoivent, pour montrer concrètement comment s'associent ou s'opposent dans un pays donné, l'aide multilatérale et les diverses aides bilatérales et quel en est le véritable résultat.

(1) P.U.F. — Collection Tiers-Monde.

TROIS ESSAIS SUR L'AGE INDUSTRIEL (Plon) et
ESSAI SUR LES LIBERTES
(Calmann-Lévy) par Raymond Aron

Comme tous les ouvrages de Raymond Aron, les études groupées sous ces deux titres sont stimulantes pour l'esprit et constituent une incitation à la lucidité. L'aversion de Raymond Aron pour toutes les formes de totalitarisme est constante, son attachement à la liberté politique, quelque peu menacée aujourd'hui dans nos sociétés techniques, est sans défaillance. « J'appelle liberté politique, écrit-il, celle des libertés formelles qui assure au citoyen une participation à la chose publique, qui lui donne le sentiment que par l'intermédiaire de ses élus, éventuellement aussi de ses opinions, il exerce une influence sur le destin de la collectivité. »

Dans l'essai intitulé « Fin des idéologies, renaissance des idées », Raymond Aron critique la thèse « de la convergence inévitable des régimes ennemis (soviétique et occidental) en quelque zone intermédiaire baptisée socialisme démocratique », et il déplore que l'on confonde similitudes et identité. Dans l'essai « Théorie du développement et philosophie évolutionniste », Raymond Aron dénonce l'illusion selon laquelle « la rationalité scientifico-technique serait, sans contestation possible, un progrès humain par rapport à nos valeurs et aux valeurs implicites de civilisations passées ».

UN PARLEMENT POUR QUOI FAIRE ? par André Chandernagor (Gallimard — Collections Idées).

« Le diagnostic est clair, affirme l'auteur ; la crise actuelle de l'institution parlementaire a partout une origine commune qui explique son universalité : l'inadaptation profonde du mode de fonctionnement des Parlements aux réalités économiques et sociales de cette seconde moitié du XX^e siècle. » De cette crise, André Chandernagor analyse les causes générales et celles particulières à la France, puis il présente des suggestions pour rendre au Parlement, discrédité aujourd'hui, sa dignité et son efficacité. Un livre utile à tous les démocrates, car c'est bien de l'avenir de la démocratie dont il s'agit.

UN HERITAGE AMER : LE VIET-NAM, par Arthur Schlessinger (Editions Denoël).

Ce livre est sévère pour la politique pratiquée par le Président Johnson au Viet-Nam. Ecrit par l'ancien conseiller de John Kennedy, « Un héritage amer » veut éclairer l'opinion américaine en réfutant les slogans et les illusions de la politique actuelle des U.S.A. au Sud-Est asiatique. Arthur Schlessinger préconise comme seule issue raisonnable la « désescalade » urgente, mais il refuse l'attitude défaitiste. Au fond, outre les conséquences très graves de la guerre du Viet-Nam sur le plan international, on perçoit que l'auteur redoute les répercussions de ce conflit sur les valeurs et le style de la démocratie américaine.

ALEXANDRIE LA GRANDE, par André Bernand (Editions Arthaud).

« Dans le monde méditerranéen, Alexandrie partage avec Athènes, Rome et Byzance, le privilège d'incarner, à elle seule, toute une civilisation. On parle de civilisation « alexandrine », de l'art « alexandrin », en entendant par là, non pas seulement des réalités localisées en une ville, mais un style de vie dépassant largement les limites de cette ville. De toutes les Alexandrie que fonda le conquérant, il n'en est qu'une qui soit vraiment à son image : svelte sur son rivage, mince comme un sabre, levant son front sous les vents de la mer comme sous les souffles du désert, éprise de risque et de beauté, et comme penchée sur l'épaule de ce monde égyptien dont l'ancienneté enchantait Platon. » C'est par ces propos chaleureux et admiratifs qu'André Bernand commence son intéressant ouvrage sur Alexandrie. C'est à l'époque où la ville fut vraiment Alexandrie la Grande, nouvelle Athènes, capitale de l'hellénisme le plus raffiné qu'est consacré ce volume bien illustré. Depuis la fondation par Alexandre le Grand, en 332 avant Jésus-Christ, jusqu'à la prise et la ruine de la ville par Dioclétien, en 295 après J.-C., l'auteur montre l'originalité de cette fondation, la splendeur de ses monuments, la richesse de ses nécropoles, la qualité de son art de vivre.

ENTRE DEUX VANITES, par Marcel Schneider (Editions Grasset).

L'auteur de « Aux couleurs de la nuit » est un poète, il croit à l'aventure spirituelle, aux sortilèges et au fantastique ; toute son œuvre en témoigne. Il a donné à son dernier essai un beau titre : « Entre deux vanités ». Les vanités sont ces natures mortes qui évoquent la fuite du temps et notre fin périssable. Et Marcel Schneider entre deux vanités, l'une qui « suggère le parfait désenchantement » et l'autre qui « énumère les plaisirs des sens », a choisi l'éternité profonde, celle dont a parlé Nerval, celle qu'a trouvée Proust. En suivant Marcel Schneider dans ses méditations sur Le Greco, Don Juan, Mozart, Zurbaran, Delacroix, Proust, Sainte Thérèse d'Avila, Nerval, on apprend à distinguer « ce qui compte » de « ce qui ne compte pas ».

ESSAIS D'ICONOLOGIE

par Erwin Panofsky (Editions Gallimard)

Pour Erwin Panofsky, l'histoire de l'art est essentiellement une prise de conscience de l'esprit humain à travers ses œuvres. Son ouvrage « Essais d'Iconologie » appartient à cette branche de l'histoire de l'art qui se rapporte au sujet et à la signification des œuvres d'art ; par l'iconologie, il s'agit, en s'appuyant sur des sources sérieuses, de rendre compte de ce que l'artiste a voulu dire ou exprimer.

L'idée d'une peinture didactique ou littéraire paraît aujourd'hui condamnée, mais elle était à l'honneur pendant le Moyen Age et la Renaissance ; il faut savoir, par exemple, que « La naissance de Vénus » et « Le printemps » de Botticelli sont des toiles directement inspirées par les cercles néo-platoniciens florentins ; il faut savoir aussi que la forme, les motifs et le contenu des œuvres de Michel-Ange reflètent l'adhésion de l'artiste au néoplatonisme. Le livre d'Erwin Panofsky, qui n'est pas toujours d'une lecture facile, est consacré à l'étude des thèmes humanistes dans l'art de la Renaissance : le temps, l'amour, la mort, la genèse du monde, le mouvement néo-platonicien à Florence et à Venise.

H. Bourbon.

QUELQUES LIVRES POUR COMPRENDRE LA CRISE DU MOYEN-ORIENT

- *Le conflit israélo-arabe*, numéro spécial (253 bis) des « Temps Modernes ».
- *L'idéologie arabe contemporaine*, par Abdallah Laroui (Maspero).
- *La naissance d'Israël*, par Chaïm Weizmann (Gallimard).
- *Ben Gourion, le prophète armé*, par Michel Bar-Zohar (Fayard).
- *Les Juifs et les nations*, par Jacques Nantet (Editions de Minuit).
- *L'Égypte*, par S. et J. Lacouture (Le Seuil).
- *Histoire de la Palestine*, par A.S. Rappoport (Payot).

Le plus récent de ces livres est le volumineux numéro spécial des « Temps Modernes » (991 pages) qui réunit des textes d'intellectuels et de politiques arabes et israéliens, écrits toutefois avant le déclenchement de la guerre éclair de 1967. Les points de vue exposés le sont avec passion et prennent souvent le ton de plaidoyers. Ce numéro des « Temps Modernes » ne donne pas de solution, mais il constitue un document utile à la connaissance du

problème et de sa douloureuse complexité.

Comment est né l'Etat d'Israël ? Pourquoi les Arabes contestent-ils le droit d'Israël à l'existence ? Le judaïsme peut-il être l'élément constitutif d'une nation ou doit-il demeurer un fait exclusivement religieux ? S'il y a un fait national israélien, n'y a-t-il pas aussi un fait national palestinien ? Quelles pourraient être les conditions d'une détente durable au Proche-Orient ? Autant de questions sur lesquelles les témoignages divers et opposés réunis par « Les Temps Modernes » apportent des éléments d'information mais non des convergences. Et l'interrogation essentielle persiste : Israël et le monde arabe sont-ils condamnés à vivre en état de tension, menace permanente pour la paix du monde ?

L'heure des intransigeances devrait faire place au temps des compromis raisonnables respectant la dignité

des uns et des autres. La voie à explorer ne serait-elle pas celle d'une meilleure intégration économique d'Israël dans le Moyen-Orient qui irait de pair avec le développement des économies arabes, ce qui implique évidemment la coopération technique des pays nantis.

Mais s'il n'est pas impossible de faire composer ensemble des intérêts, il est autrement difficile de désarmer des passions. Entre l'intérêt et la passion il y a heureusement la médiation de l'intelligence politique, celle-là même dont viennent de faire preuve par leur rencontre à Glassboro les premiers responsables des deux grandes puissances affrontées dans le monde, MM. Johnson et Kossyguine. L'intelligence peut, elle aussi, être contagieuse ; la tension israélo-arabe ne devrait pas rester un obstacle absolu aux requêtes de la raison.

H. B.

Vient de paraître

René PUCHEU

GUIDE POUR L'UNIVERS POLITIQUE

Les éditions ouvrières

La plus sainte des villes : JERUSALEM

par ETIENNE BORNE

JERUSALEM réunifiée et redevenue, par-delà l'abîme des siècles, une ville juive, bel exemple de ce qu'est un événement historique dans cet improbable surgissement que les doctes et les prudents sont incapables de prévoir, et qui pourtant n'a rien d'une hasardeuse et absurde contingence, tant il est bourré de significations multiples plus ou moins clairement déchiffrables dans leur entrecroisement. Le retour victorieux des Israéliens dans la ville, que David il y a quelque trois mille ans choisit pour capitale et qu'embellit et sacralisa la piété fastueuse de Salomon, semble faire refluer l'histoire vers ses origines et il est aussi la récompense de cette patience invincible à toutes les vicissitudes, de cette espérance têtue et indiscreète, bref de ce génie de l'attente, caractéristique d'Israël, et qui, dans une humanité toujours vaincue par le temps, pourrait bien n'être pas sans complicité, au moins symbolique, avec les réalités éternelles.

La possession de Jérusalem c'est, pour le judaïsme, l'accomplissement du plus long désir, et cette plénitude atteinte ne rencontre que le vide, l'emplacement du Temple aboli, et dont il ne reste plus que les fondations devenues la maçonnerie sainte du mur des Lamentations. D'autres peuples, d'autres cultures, d'autres religions ont tour à tour occupé et revendiqué Jérusalem, entassant dans cet étroit espace la plus grande densité et la plus forte intensité de signes et de souvenirs sacrés : ainsi le tombeau du Christ et les sanctuaires chrétiens, sur l'esplanade même du Temple, la Coupole du rocher dont l'autre nom, la mosquée d'Omar, historiquement moins exact, traduit mieux la spiritualité du Coran mêlée aux gloires militaires arabes. Que de puissances et de prestiges sans commune mesure avec ce qui restait d'Israël, dispersé, méprisé, persécuté. Et pourtant son refus de prendre son parti de l'irréparable et sa vivante et violente nostalgie de la ville et du temple se trouvent aujourd'hui les plus forts au point de vaincre la plus inflexible des fatalités, l'irréversibilité du temps, et, après vingt-cinq siècles, Israël a revêtu la vieille histoire du retour des exilés et des déportés. Comme s'il appartenait à la vocation du peuple élu de réfuter et de raturer le destin, ce mensonge païen, de donner un jour raison à ses prophètes et de témoigner que les promesses de Yahvé sont véritablement sans repentance.

JERUSALEM est sainte aussi pour le christianisme et pour l'Islam, mais cette sorte de sur-sacralisation qui est le privilège spirituel de Jérusalem, et qui a été jusqu'ici, par une contradiction insupportable à l'esprit, l'une des causes de ses malheurs historiques, elle n'a été possible que par la plus ancienne et première ferveur des Israélites et de leurs rois prédestinés. Et il ne s'agit pas seulement ici de priorité chronologique mais d'une initiative révolutionnaire dont sont tributaires, et le christianisme le reconnaît plus aisément que l'Islam, les deux autres grandes religions monothéistes. En sacralisant la seule Jérusalem, en bâtissant le temple unique en l'honneur de l'Unique, Israël désacralisait la multitude des autres sanctuaires, proclamait la malice et la vanité des dieux et des démons, et par cette grandiose démystification plus sublime que la somptuosité du Temple, Salomon le magnifique mettait en déroute les confusions impures des mythologies païennes, et, pour la première fois dans l'histoire, rendait la terre à la terre, l'homme à l'homme, et le divin à Dieu. Entreprise si prodigieuse, si en avance sur son temps et sur tous les temps (le paganisme en effet est encore partout et il n'en finira jamais de mourir) que son auteur inspiré, incapable d'égaliser sa propre action, et victime, raconte la Bible de ses femmes étrangères, ne put achever sa vie sans revenir sacrifier sur les hauts lieux aux dieux de ses concubines — car de la polygamie au polythéisme la conséquence est bonne. Même si elle était appelée à être niée et reniée, l'immense et bienfaisante découverte que repré-

sentent pour le reste de l'humanité l'édification du Temple et l'élection de la Ville donne au judaïsme une première et ineffaçable hypothèque sur Jérusalem : il est des cas où la justice se confond avec le droit d'aïnesse.

Le judaïsme certes, mais pas nécessairement à l'Etat d'Israël. La cassure en deux de la ville perpétuait une blessure incicatrisable et constituait une situation barbare dont on regrette qu'il ait fallu, pour la supprimer, la barbarie de la guerre. Israël ne consentira jamais à revenir à une solution absurde en elle-même et qui avait comme conséquence que cette même Légion arabe, qui frayait son chemin au pape dans son pèlerinage sur l'itinéraire de la Passion, interdisait aux croyants du judaïsme l'accès aux restes du Temple et au mur des Lamentations. Mais un problème est posé qu'Israël ne peut résoudre seulement par l'autorité du fait accompli, encore que certains de ceux, qui lui donnent aujourd'hui des leçons de morale internationale, se soient bien gardés d'appliquer des maximes aussi désintéressées lorsqu'ils ont tracé la frontière Oder-Neisse ou élevé le mur de Berlin. Ce problème de Jérusalem n'est pas tellement différent de cette question romaine qui, pendant de nombreuses décennies, embarrassait les chancelleries et les consciences. Or, une fois congédiées les passions tragiques, l'insoluble, qui avait coûté du sang et du désespoir à être obstinément maintenu, s'est trouvé dénoué et Rome aujourd'hui est à la fois la capitale d'une nation qui avait le droit d'exister dans l'unité, corps et tête, et la capitale d'une religion qui a compris qu'elle avait besoin de peu d'espace pour incarner dans le visible de l'histoire le symbole de son unité et cette âme plus vaste que le monde, et que trahissent toujours quelque peu les pesanteurs et les indiscretions de son corps. Jérusalem est la sœur aînée de Rome. Fasse le Ciel qu'entre elle et sa cadette se multiplient les analogies libératrices.

Les raisons pour lesquelles Israël mériterait que lui soit confiée la garde des Lieux Saints on vient de les dire. Mais à ceux dont les ancêtres inventèrent le dépassement est-il sans doute demandé un sacrifice conforme au génie ou à la vocation d'Israël. A défaut de l'internationalisation de la ville entière, solution abstraite dans sa perfection théorique, un compromis de type romain, pourrait soustraire à toute autorité politique la seule Jérusalem des Lieux Saints, où les croyants des trois religions trouveraient, réconciliés, leurs patries spirituelles. Israël et le judaïsme seraient dangereusement et théocratiquement confondus s'ils prétendaient être pleinement chez eux à Jérusalem alors que les autres y seraient par accident et bienveillance. On calomnierait le judaïsme d'aujourd'hui en lui supposant un fanatisme qui le pousserait à reconstruire le Temple et à effacer les autres lieux sacrés de Jérusalem. Le Temple est bien plus religieux s'il est, au-dessus des pierres d'attente mondaines et inachevées, ce vide, révélateur de l'invisible, comme autrefois dans le Temple le Saint des saints. De même que l'austère rocher de la mosquée d'Omar symbolise mieux que toute représentation sensible la mémoire d'Abraham et de Mahomet. De même qu'en honorant un tombeau vide, les chrétiens reconnaissent non point un héros mort, mais un Dieu vivant. A Jérusalem, la croisade et le pèlerinage, le meurtre et la piété mêlés ensemble dans le sacrilège ont donné un contre-témoignage que toutes les consciences religieuses se doivent de désavouer avec éclat. Il n'est pas question que le judaïsme renonce à Jérusalem, mais il faut que la Ville trois fois sainte ne soit possédée par chacun et par tous qu'en esprit et en vérité. Et les nations comprendront mieux alors que le Dieu des armées et de la guerre sainte est heureusement mort et que l'éternité et le temps appartiennent à ce Dieu que les prophètes d'Israël et les mystiques musulmans ont, avant Pascal, appelé le Dieu du cœur humain.